

CHAPITRE 2. — *Dispositions finales*

**Art. 8.** L'arrêté royal du 8 mai 2018 fixant les montants des rétributions dues pour les habilitations de sécurité, pour les attestations de sécurité et les avis de sécurité délivrés par l'Autorité Nationale de Sécurité et pour les attestations de sécurité délivrées par l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire, ainsi que les clés de répartition visées à l'article 22septies, alinéas 6 et 8, de la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations, attestations et avis de sécurité, est abrogé.

**Art. 9.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2024.

**Art. 10.** Le ministre qui a les Finances dans ses attributions, le ministre qui a la Justice dans ses attributions, le ministre qui a la Défense dans ses attributions, le ministre qui a l'Intérieur dans ses attributions, le ministre qui a les Affaires Etrangères dans ses attributions et le secrétaire d'État qui a le Budget dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 5 décembre 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,  
V. VAN PETEGHEM

Le Ministre de la Justice,  
P. VAN TIGCHELT

Le Ministre de l'Intérieur,  
A. VERLINDEN

La Ministre des Affaires Etrangères,  
H. LAHBIB

La Secrétaire d'État au Budget,  
A. BERTRAND

HOOFDSTUK 2. — *Slotbepalingen*

**Art. 8.** Het koninklijk besluit van 8 mei 2018 tot vaststelling van de bedragen van de retributies die verschuldigd zijn voor de veiligheidsmachtigingen, voor de veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen afgegeven door de Nationale Veiligheidsverheid en voor de veiligheidsattesten afgegeven door het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle alsook van de verdeelsleutels bedoeld in artikel 22septies, zesde en achtste lid, van de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen, wordt opgeheven.

**Art. 9.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2024.

**Art. 10.** De minister bevoegd voor Financiën, de minister bevoegd voor Justitie, de minister bevoegd voor Defensie, de minister bevoegd voor Binnenlandse Zaken, de minister bevoegd voor Buitenlandse Zaken en de staatssecretaris bevoegd voor Begroting zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 5 december 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,  
V. VAN PETEGHEM

De Minister van Justitie,  
P. VAN TIGCHELT

De Minister van Binnenlandse Zaken,  
A. VERLINDEN

De Minister van Buitenlandse Zaken,  
H. LAHBIB

De Staatssecretaris voor Begroting,  
A. BERTRAND

## SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C - 2023/48400]

12 DECEMBRE 2023. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, en ce qui concerne les citoyens de l'Union qui se rendent sur le territoire pour y chercher un emploi et en ce qui concerne le renouvellement des documents de séjour, l'introduction de la demande d'attestation d'enregistrement et de la demande de séjour permanent

## RAPPORT AU ROI

Sire,

## 1. COMMENTAIRE GÉNÉRAL

## A. Introduction

Le projet d'arrêté royal que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté vise, d'une part, à mettre la réglementation belge concernant les citoyens de l'Union entrés sur le territoire pour y chercher un emploi en conformité avec la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne, notamment l'arrêt n° C-710/19 - G.M.A. contre l'État belge du 17 décembre 2020. D'autre part, un certain nombre de modifications sont apportées dans le cadre de certaines procédures en vue d'un traitement plus fluide et d'une meilleure collaboration entre les administrations communales et l'Office des étrangers.

## B. Modifications

## Citoyen de l'Union à la recherche d'un emploi

L'article 14, paragraphe 4, point b), de la directive 2004/38/CE relative au droit des citoyens de l'Union et des membres de leurs familles de circuler et de séjourner librement sur le territoire des États membres (ci-après : la directive 2004/38/CE), qui codifie, pour les demandeurs d'emploi de l'Union, le droit à la libre circulation de l'article 45 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (ci-après : le TFUE), prévoit qu'un citoyen de l'Union ne peut être éloigné tant qu'il est en mesure de prouver qu'il est toujours à la recherche d'un emploi et qu'il a des chances réelles d'être embauché.

## FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2023/48400]

12 DECEMBER 2023. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, wat betreft de burgers van de Unie die het grondgebied binnenkomen om er werk te zoeken en wat betreft de vernieuwing van de verblijfsdocumenten, de indiening van de aanvraag voor een verklaring van inschrijving en de aanvraag duurzaam verblijf

## VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

## 1. ALGEMENE COMMENTAAR

## A. Inleiding

Het ontwerp van koninklijk besluit dat wij de eer hebben aan Uwe Majesteit ter ondertekening voor te leggen, heeft enerzijds tot doel de Belgische regelgeving met betrekking tot de burgers van de Unie die het grondgebied zijn binnenkomen om er werk te zoeken in overeenstemming te brengen met de rechtspraak van het Hof van Justitie van de Europese Unie, in het bijzonder met het arrest nr. C-710/19 - G.M.A. tegen Belgische Staat van 17 december 2020. Anderzijds worden in bepaalde procedures een aantal wijzigingen doorgevoerd die een vlottere behandeling en een betere samenwerking tussen de gemeentelijke administraties en de Dienst Vreemdelingenzaken tot doel hebben.

## B. Wijzigingen

## Werkzoekende burger van de Unie

Artikel 14, lid 4, punt b), van Richtlijn 2004/38/EG betreffende het recht van vrij verkeer en verblijf op het grondgebied van de lidstaten voor de burgers van de Unie en hun familieleden (hierna: Richtlijn 2004/38/EG) dat het recht van vrij verkeer van artikel 45 van het Verdrag betreffende de Werking van de Europese Unie (hierna: VWEU) codificeert voor werkzoekenden uit de Unie, bepaalt dat een burger van de Unie niet kan worden verwijderd zolang deze kan bewijzen nog immer werk te zoeken en een reële kans maakt te worden aangesteld.

Dans l'arrêt n° C-710/19 - G.M.A. contre État belge du 17 décembre 2020, la Cour précise que l'article 45 TFUE et l'article 14, paragraphe 4, sous b), de la directive 2004/38/CE doivent être interprétés en ce sens qu'un État membre d'accueil est tenu d'accorder un délai raisonnable à un citoyen de l'Union, qui commence à courir à partir du moment où ce citoyen de l'Union s'est enregistré en tant que demandeur d'emploi, en vue de lui permettre de prendre connaissance des offres d'emploi susceptibles de lui convenir et de prendre les mesures nécessaires aux fins d'être embauché.

En ce qui concerne la durée du délai, la Cour confirme qu'un délai de six mois à compter de la date de l'enregistrement ne paraît pas, en principe, comme insuffisant et ne met pas en cause l'effet utile de l'article 45 TFUE (point 42). Pendant ce délai, l'État membre d'accueil peut exiger que le demandeur d'emploi apporte la preuve qu'il est à la recherche d'un emploi (point 51).

Le Cour conclut que ce n'est qu'après l'écoulement dudit délai que l'État membre peut exiger que le demandeur d'emploi démontre non seulement qu'il continue à rechercher un emploi, mais également qu'il a des chances réelles d'être embauché (point 46).

Afin de mettre la législation belge en conformité avec cet arrêt, l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après : arrêté royal du 8 octobre 1981) est modifié.

Un nouvel article 51/1 est introduit, qui centralise la procédure relative aux citoyens de l'Union entrés sur le territoire pour y chercher un emploi et qui souhaitent à cette fin séjourner en Belgique plus de trois mois.

Pour cette raison, la disposition actuelle de l'article 50, § 2, 3°, de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 définissant la procédure pour les citoyens de l'Union à la recherche d'un emploi est supprimée.

#### Autres modifications

Outre les modifications relatives au citoyen de l'Union qui souhaite séjourner plus de trois mois en Belgique pour y chercher un emploi, trois autres modifications sont apportées :

- le délai dans lequel l'étranger peut demander le renouvellement de son titre de séjour conformément l'article 32, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 est prolongé;

- le citoyen de l'Union qui demande à la commune une attestation d'enregistrement ne peut introduire cette demande que si elle est accompagnée de tous les documents requis. La possibilité de compléter la demande après son introduction est supprimée ;

- la commune se voit attribuer des compétences supplémentaires en matière de reconnaissance du droit de séjour permanent des citoyens de l'Union afin de rendre la procédure plus simple et plus fluide.

## 2. COMMENTAIRE ARTICLE PAR ARTICLE

### ARTICLE 1<sup>er</sup>

Le premier article concerne la modification de l'article 32, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 8 octobre 1981. Le délai pour demander le renouvellement des documents de séjour visés à cet article est prolongé. La demande doit être introduite entre le soixantième et le trentième jour avant la date d'expiration du document de séjour et non plus entre le quarantième et le trentième jour avant la date d'expiration du document. L'intéressé dispose ainsi d'un délai supplémentaire de vingt jours pour introduire sa demande.

L'allongement de ce délai vise à garantir que les demandes soient traitées avant l'expiration du document de séjour, tout en offrant à l'intéressé la flexibilité une plus grande flexibilité pour introduire sa demande dans les délais.

Étant donné que le renouvellement des documents est autorisé sur la base des informations actuelles, il convient de ne pas accepter les demandes plus de soixante jours avant cette date.

### Art. 2

L'article 50 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 est modifié afin que la demande d'attestation d'enregistrement soit accompagnée de tous les documents requis.

La possibilité de compléter la demande dans un délai de trois mois, avec un délai supplémentaire d'un mois, est supprimée. Le citoyen de l'Union qui s'adresse à la commune avec tous les documents nécessaires recevra immédiatement une annexe 19 comme preuve du dépôt de la demande. Toutefois, si tous les documents requis ne sont pas présentés, le bourgmestre ou son délégué informe le citoyen de l'Union

In het arrest nr. C-710/19 - G.M.A. tegen Belgische Staat van 17 december 2020, verduidelijkt het Hof dat artikel 45 VWEU en artikel 14, lid 4, onder b), van richtlijn 2004/38/EG aldus moeten worden uitgelegd dat een gastland verplicht is om een burger van de Unie een redelijke termijn toe te kennen, die ingaat op het tijdstip waarop deze burger van de Unie zich als werkzoekende heeft ingeschreven, teneinde hem in staat te stellen kennis te nemen van mogelijkerwijs geschikte vacatures en het nodige te doen om te worden aangesteld.

Wat de duur van de termijn betreft, bevestigt het Hof dat een termijn van zes maanden vanaf de datum van inschrijving in beginsel niet ontoereikend lijkt en geen afbreuk doet aan het nuttig effect van artikel 45 VWEU (punt 42). Gedurende deze termijn kan het gastland eisen dat de werkzoekende bewijst dat hij werk zoekt (punt 51).

Het Hof concludeert dat de lidstaat pas na het verstrijken van de hierboven vermelde redelijke termijn kan eisen dat de werkzoekende niet alleen bewijst nog immer werk te zoeken, maar ook dat hij een reële kans maakt te worden aangesteld (punt 46).

Om de Belgische wetgeving in overeenstemming te brengen met dit arrest, wordt het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen (hierna: koninklijk besluit van 8 oktober 1981) gewijzigd.

Er wordt een nieuw artikel 51/1 ingevoerd, teneinde de procedure met betrekking tot de burger van de Unie die het grondgebied is binnengekomen om er werk te zoeken en hiertoe voor meer dan drie maanden in België wenst te verblijven te centraliseren.

Om deze reden wordt de huidige bepaling in artikel 50, § 2, 3°, van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981, dat de procedure voor werkzoekende burgers van de Unie bepaalt, opgeheven.

#### Andere wijzigingen

Naast de wijzigingen met betrekking tot de burger van de Unie die meer dan drie maanden in België wil verblijven teneinde er werk te zoeken, worden nog drie andere wijzigingen doorgevoerd:

- de periode waarbinnen de vreemdeling de vernieuwing van diens verblijfsdocument kan aanvragen, overeenkomstig artikel 32, § 1, van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 wordt verlengd;

- de burger van de Unie die een verklaring van inschrijving aanvraagt bij de gemeente kan deze aanvraag slechts indienen wanneer deze vergezeld gaat van alle vereiste documenten. De mogelijkheid de aanvraag aan te vullen na de indiening wordt opgeheven;

- de gemeente krijgt bijkomende bevoegdheden wat betreft het erkennen van het duurzaam verblijfsrecht van de burgers van de Unie, om de procedure eenvoudiger en vlotter te laten verlopen.

## 2. ARTIKELSGEWIJZE COMMENTAAR

### ARTIKEL 1

Het eerste artikel heeft betrekking op de wijziging van artikel 32, § 1, van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981. De termijn om de aanvraag tot vernieuwing van de in dit artikel bedoelde verblijfsdocumenten aan te vragen wordt uitgebreid. De aanvraag moet worden ingediend tussen de zestigste en de dertigste dag voor de vervaldatum van het verblijfsdocument in plaats van tussen de veertigste en de dertigste dag voor de vervaldatum van het document. Dit biedt de betrokkene twintig extra dagen om deze aanvraag in te dienen.

Het uitbreiden van deze termijn heeft tot doel te verzekeren dat aanvragen afgehandeld worden vóór het verval van het verblijfsdocument en biedt de betrokkene tegelijk meer flexibiliteit om de aanvraag tijdig te kunnen indienen.

Gezien de vernieuwing van de documenten toegestaan wordt op basis van actuele informatie, is het aangewezen om niet meer dan zestig dagen voorafgaand aan die datum aanvragen te aanvaarden.

### Art. 2

Artikel 50 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 wordt gewijzigd zodat de aanvraag voor een verklaring van inschrijving gepaard moet gaan met alle vereiste documenten.

De mogelijkheid om de aanvraag aan te vullen binnen een termijn van drie maanden, met een bijkomende termijn van één maand, wordt opgeheven. De burger van de Unie die zich bij de gemeente aanmeldt met alle nodige stukken, krijgt onmiddellijk een bijlage 19 als bewijs van het indienen van de aanvraag. Indien echter niet alle nodige stukken worden overgemaakt, informeert de burgemeester of diens

des documents manquants et, celui-ci peut, sur la base des informations fournies, rassembler les documents manquants afin d'introduire la demande à une date ultérieure.

Dans le cas où le citoyen de l'Union a été informé par le délégué du bourgmestre qu'un ou plusieurs documents requis sont manquants mais que, malgré cette information, il souhaite toujours introduire sa demande, celle-ci n'est pas prise en considération par le bourgmestre ou son délégué. Cette décision est notifiée au moyen d'une annexe 19quinquies.

De même, si le citoyen de l'Union, sur la base des documents présentés, ne peut pas prouver de manière concluante sa citoyenneté de l'Union, le bourgmestre ou son délégué décide de ne pas prendre en considération la demande au moyen d'une annexe 19quinquies.

La suppression de la possibilité de compléter la demande est conforme aux articles 7, paragraphe 1<sup>er</sup>, et 8, paragraphe 3, de la directive 2004/38/CE, et aux formalités administratives qui y sont prévues. La modification assure une simplification administrative, en mettant l'accent, d'une part, sur le devoir d'information qui incombe à l'administration et, d'autre part, sur l'obligation de s'informer dans le chef du citoyen de l'Union. De cette manière, il est clair pour tout intéressé que la demande ne peut être introduite qu'au moment où elle est accompagnée de tous les documents requis, sans que le citoyen de l'Union ne soit soumis à la pression temporelle pour compléter le. En outre, cela contribue à unifier les procédures d'immigration légale, dont la prémisse est également que la demande ne peut être introduite que lorsqu'elle est accompagnée de tous les documents requis.

Enfin, au paragraphe 2, la disposition sous le 3<sup>o</sup>, qui est applicable au citoyen de l'Union qui souhaite séjourner en Belgique pendant plus de trois mois afin d'y chercher un emploi, est supprimée. Cette procédure a été modifiée et placée dans un nouvel article 51/1 afin d'en améliorer la lisibilité.

#### Art. 3

Les modifications de l'article 3, sous les points 1<sup>o</sup>-3<sup>o</sup>, du présent arrêté sont la conséquence des modifications décrites à l'article 2 du présent arrêté concernant l'obligation de fournir, au moment de l'introduction la demande, tous les documents requis. Il suffit de se référer aux commentaires à cet égard.

Afin d'augmenter la lisibilité et d'éviter des répétitions inutiles, les paragraphes 4 et 5 sont supprimés et leur contenu est déplacé dans le nouvel article 51/3. Il suffit de se référer aux commentaires à cet égard.

#### Art. 4

L'article 4 du présent arrêté ajoute un nouvel article 51/1 à l'arrêté royal du 8 octobre 1981 qui a pour objectif de centraliser la procédure pour les citoyens de l'Union entrant sur le territoire belge pour y chercher un emploi et souhaitant dans ce cadre séjourner en Belgique plus de trois mois. Ces règles n'affectent pas le droit de séjour du citoyen de l'Union jusqu'à trois mois en vertu de l'article 6 de la directive 2004/38/CE.

Le citoyen de l'Union qui entre sur le territoire pour y chercher un emploi et qui souhaite à cette fin séjourner en Belgique plus de trois mois doit s'inscrire auprès de la commune pour demander une attestation d'enregistrement, conformément à l'article 42, § 4, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, et l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après : la loi du 15 décembre 1980).

Outre la preuve de sa citoyenneté de l'Union, le citoyen de l'Union doit apporter la preuve qu'il est effectivement à la recherche d'un emploi. À cette fin, il doit présenter une inscription auprès du service de l'emploi compétent ainsi que des preuves de plusieurs candidatures effectives. Lors de l'appréciation des candidatures, la situation du marché du travail national dans le secteur correspondant aux qualifications personnelles du demandeur d'emploi en cause est prise en compte. Les documents présentés doivent clairement indiquer la date à laquelle la personne a posé sa candidature, ainsi que le nom de l'employeur et pour quel l'offre d'emploi.

La demande doit être accompagnée de tous les documents requis. Une annexe 19 est délivrée comme preuve de l'introduction de la demande. Si tous les documents requis ne sont pas présentés au moment où le citoyen de l'Union souhaite introduire sa demande, la même procédure que celle décrite ci-dessus à l'article 2 doit être suivie. Il suffit de se référer à ces explications.

gemachtigde de burger van de Unie over de ontbrekende stukken en kan deze, op basis van de verstrekte informatie, de ontbrekende stukken verzamelen teneinde de aanvraag op een later tijdstip in te dienen.

In voorkomend geval de burger van de Unie in kennis werd gesteld door de gemachtigde van de burgemeester dat er één of meerdere vereiste documenten ontbreken, maar ondanks deze informatie de aanvraag toch wenst in te dienen, dan wordt de aanvraag niet in overweging genomen door de burgermeester of diens gemachtigde. Deze beslissing wordt betekend door middel van een bijlage 19quinquies.

Ook wanneer de burger van de Unie, op grond van de voorgelegde stukken, zijn Unieburgerschap niet afdoende bewijst, beslist de burgemeester of diens gemachtigde om de aanvraag niet in overweging te nemen door middel van een bijlage 19quinquies.

Het schrappen van de mogelijkheid om de aanvraag aan te vullen is in overeenstemming met artikel 7, lid 1 en 8, lid 3 van richtlijn 2004/38/EG en de administratieve formaliteiten die hierin worden uiteengezet. De aanpassing zorgt voor een administratieve vereenvoudiging, waarbij er enerzijds de nadruk wordt gelegd op de informatieplicht die op de overheid rust maar ook op de verplichting om zich te informeren in hoofde van de burger van de Unie. Op deze manier is het duidelijk voor elke betrokkene dat de aanvraag slechts kan worden ingediend op het moment dat zij gepaard gaat met alle vereiste documenten, zonder dat de burger van de Unie onderworpen wordt aan de tijdsdruk om het dossier te vervolledigen. Bovendien draagt dit bij tot het uniformiseren van de procedures tot legale migratie, waar het uitgangspunt eveneens bedraagt dat de aanvraag pas kan worden ingediend wanneer zij gepaard gaat met alle vereiste documenten.

Tenslotte wordt in paragraaf 2, de bepaling onder 3<sup>o</sup> geschrapt, die van toepassing is op de burger van de Unie die voor meer dan drie maanden in België wil verblijven teneinde hier werk te zoeken. Deze procedure werd aangepast en in een nieuw artikel 51/1 ondergebracht met het oog op het vergroten van de leesbaarheid.

#### Art. 3

De wijzigingen in artikel 3, onder de bepalingen 1<sup>o</sup>-3<sup>o</sup>, van dit besluit zijn het gevolg van de wijzigingen beschreven in artikel 2 van dit besluit met betrekking tot de verplichting om de aanvraag bij de indiening te voorzien van alle vereiste documenten. Het volstaat naar de opmerkingen hierbij te verwijzen.

Om de leesbaarheid te vergroten en onnodige herhalingen te vermijden, worden de paragrafen 4 en 5 geschrapt, en wordt de inhoud ervan verplaatst naar het nieuwe artikel 51/3. Het volstaat naar de opmerkingen hierbij te verwijzen.

#### Art. 4

Artikel 4 van dit besluit voegt een nieuw artikel 51/1 toe aan het koninklijk besluit van 8 oktober 1981, dat tot doel heeft de procedure met betrekking tot de burgers van de Unie die het Belgische grondgebied binnenkomen om er werk te zoeken en in dit kader meer dan drie maanden in België wensen te verblijven te centraliseren. Deze regels doen geen afbreuk aan het recht op verblijf van maximaal drie maanden van de burger van de Unie overeenkomstig artikel 6 van de richtlijn 2004/38/EG.

De burger van de Unie die het grondgebied binnenkomt om er werk te zoeken en hiertoe langer dan drie maanden in België wenst te verblijven, moet zich aanmelden bij de gemeente om er, overeenkomstig artikel 42, § 4, lid 2 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen (hierna: de wet van 15 december 1980), een aanvraag tot een verklaring van inschrijving in te dienen.

Naast het bewijs dat zijn Unieburgerschap aantoonbaar is, moet de burger van de Unie het bewijs voorleggen dat hij effectief op zoek is naar werk. Hij dient hiertoe een inschrijving bij de bevoegde dienst voor arbeidsvoorziening voor te leggen, alsook bewijzen van meerdere, daadwerkelijke sollicitaties. Bij de beoordeling van de sollicitaties wordt rekening gehouden met de situatie op de nationale arbeidsmarkt in de sector die overeenkomt met de persoonlijke kwalificaties van de betrokken werzoekende. Uit de voorgelegde documenten moet duidelijk blijken wanneer de betrokkene heeft gesolliciteerd, alsook bij welke werkgever en voor welke openstaande vacature.

De aanvraag dient gepaard te gaan met alle vereiste documenten. Als bewijs van het indienen van de aanvraag wordt een bijlage 19 afgeleverd. Indien niet alle vereiste documenten worden voorgelegd op het moment dat de burger van de Unie de aanvraag wenst in te dienen, wordt dezelfde procedure gevolgd als hierboven besproken onder artikel 2. Het volstaat naar deze toelichting te verwijzen.

Après l'introduction de la demande d'attestation d'enregistrement, le bourgmestre ou son délégué inscrit le citoyen de l'Union, immédiatement, dans le registre d'attente à l'adresse déclarée et demande, ensuite, une enquête de résidence ou l'inscrit au registre des étrangers si l'enquête de résidence positif a été effectué. Ceci conformément à l'article 51/1 § 1, qui devient l'article 51/2 § 1.

Il appartient au bourgmestre ou à son délégué de vérifier si les deux conditions susmentionnées sont remplies et, après un contrôle positif du lieu de résidence effectif du citoyen, de délivrer une attestation d'enregistrement en qualité de citoyen de l'Union demandeur d'emploi, établie conformément au modèle figurant à l'annexe 3<sup>quater</sup>. Ce document a une durée de validité de 10 mois, à compter de la délivrance de l'annexe 19. Dans des cas exceptionnels liés à la complexité du dossier ou lorsque le bourgmestre ou son délégué a des doutes sérieux à l'égard du dossier, le dossier est transmis au Ministre ou à son délégué qui prend une décision. Il peut s'agir, par exemple, de soupçons de fraude ou de situations où des demandes (multiples) ont déjà été introduites en qualité de citoyen de l'Union demandeur d'emploi.

Si le citoyen de l'Union ne démontre pas qu'il est à la recherche d'un emploi conformément aux dispositions du présent article, la demande est refusée, au moyen d'un document conforme au modèle figurant à l'annexe 20.

Le séjour d'un demandeur d'emploi est par définition une situation temporaire, qui ne dure que jusqu'à ce qu'il trouve un emploi, et aussi longtemps qu'il remplit les conditions de séjour en tant que citoyen de l'Union à la recherche d'un emploi. En effet, dans son arrêt, la Cour confirme que, pendant le délai raisonnable, le citoyen de l'Union peut être tenu de prouver qu'il est à la recherche d'un emploi. Par conséquent, un citoyen de l'Union qui, pendant le délai raisonnable, ne peut plus prouver qu'il est toujours à la recherche d'un emploi, ne remplit plus les conditions de son séjour en qualité de citoyen de l'Union demandeur d'emploi. En conséquence, le Ministre ou son délégué peut mettre fin au droit de séjour de plus de trois mois et, si nécessaire, donner au citoyen de l'Union l'ordre de quitter le territoire.

Si, entretemps, le citoyen de l'Union a trouvé un emploi, il peut le signaler à la commune, avec les preuves nécessaires conformément à l'article 50, § 2, 1° ou 2°, de l'arrêté royal du 8 octobre 1981, afin qu'une attestation d'enregistrement électronique (la fameuse "carte EU") lui soit délivrée.

En ce qui concerne les conditions de séjour, la Cour précise qu'après un délai raisonnable, le citoyen de l'Union peut être invité à fournir la preuve qu'il a non seulement continué à rechercher d'un emploi, mais également qu'il a une chance réelle d'être embauché.

Conformément à la jurisprudence de la Cour, le législateur belge considère que six mois constituent un délai raisonnable pour prendre connaissance des offres d'emploi susceptibles de lui convenir et de prendre les mesures nécessaires aux fins d'être embauché. Ce délai, conformément à l'interprétation de la Cour, commence à courir à partir du moment où le citoyen de l'Union a introduit la demande de l'attestation d'enregistrement en qualité de citoyen de l'Union demandeur d'emploi, à savoir à partir de la date de délivrance de l'annexe 19.

Afin de donner au citoyen de l'Union la flexibilité nécessaire après l'expiration du délai raisonnable pour transmettre ces preuves en temps utile à l'administration communale du lieu où il réside, un délai de deux mois lui est accordé à cette fin. Par conséquent, entre le sixième et le huitième mois suivant la délivrance de l'annexe 19, le citoyen de l'Union doit être en mesure de prouver, qu'il a non seulement recherché un emploi de manière continue après la délivrance de l'annexe 19, mais aussi qu'il a des chances réelles d'être embauché depuis l'expiration du délai raisonnable.

Le citoyen de l'Union présente les preuves suivantes :

1° la preuve qu'il est toujours à la recherche d'un emploi, c'est-à-dire la preuve de candidatures régulières et actives après la délivrance de l'annexe 19, ainsi qu'un état des lieux des candidatures en cours ; et

2° la preuve d'une chance réelle d'être embauché, compte tenu de la situation personnelle de l'intéressé, notamment les diplômes qu'il a obtenus, les éventuelles formations professionnelles qu'il a suivies ou prévues et la durée de la période de chômage.

Lors de l'appréciation des candidatures, la situation du marché du travail national dans le secteur correspondant aux qualifications personnelles du demandeur d'emploi en cause est prise en compte.

Nadat de aanvraag tot een verklaring van inschrijving werd ingediend, schrijft de Burgemeester of diens gemachtigde de burger van de Unie onmiddellijk in het wachtregister in op het gemelde adres en vraagt vervolgens een woononderzoek aan, of schrijft deze in in het vreemdelingenregister als er een positief woononderzoek heeft plaatsgevonden. Dit overeenkomstig artikel 51/1, § 1, dat nu artikel 51/2, § 1 wordt.

Het komt de burgemeester of diens gemachtigde toe na te gaan of de twee bovenstaande voorwaarden zijn voldaan en, na een positieve controle van de reële verblijfplaats van de burger, een verklaring van inschrijving in de hoedanigheid van werkzoekende burger van de Unie af te leveren, opgemaakt overeenkomstig het model van de bijlage 3<sup>quater</sup>. Dit document heeft een geldigheidsduur van 10 maanden, te rekenen vanaf de afgifte van de bijlage 19. In uitzonderlijke gevallen die te maken hebben met de complexiteit van het dossier of wanneer de burgemeester of diens gemachtigde ernstige twijfels heeft omtrent het dossier, wordt het dossier doorgestuurd naar de Minister of diens gemachtigde die een beslissing neemt. Het kan bijvoorbeeld gaan om vermoedens van fraude of indien er reeds (meerdere) aanvragen in de hoedanigheid van werkzoekende burger van de Unie werden ingediend.

Indien de burger van de Unie niet aantoonbaar werk te zoeken overeenkomstig de bepalingen in dit artikel wordt de aanvraag geweigerd door middel van een document overeenkomstig het model van bijlage 20.

Het verblijf van een werkzoekende is per definitie een tijdelijke situatie, die slechts voortduurt tot deze werk vindt, en die ook slechts voortduurt zolang de betrokkene voldoet aan de voorwaarden van zijn verblijf als werkzoekende burger van de Unie. In haar arrest bevestigt het Hof immers dat gedurende de redelijke termijn wel kan worden geëist van de burger van de Unie dat hij bewijst werk te zoeken. De burger van de Unie die gedurende de redelijke termijn niet langer kan aantonen dat hij nog steeds werk zoekt, voldoet bijgevolg niet meer aan de voorwaarden van zijn verblijf in hoedanigheid van werkzoekende burger van de Unie. De Minister of diens gemachtigde kan dan ook een einde stellen aan het recht op verblijf van meer dan drie maanden, en de burger van de Unie, zo nodig, het bevel geven om het grondgebied te verlaten.

Indien de burger van de Unie in tussentijd werk heeft gevonden, kan hij dit, ondersteund door het nodige bewijs overeenkomstig artikel 50, § 2, 1° of 2° van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981, melden bij de gemeente zodat hij in het bezit kan worden gesteld van een elektronische verklaring van inschrijving (de zogenaamde 'EU-kaart').

Wat betreft de voorwaarden van het verblijf, verduidelijkt het Hof dat na verloop van een redelijke termijn de burger van de Unie mag worden gevraagd om bewijzen dat hij niet alleen nog immer werk zoekt, maar ook dat hij een reële kans maakt te worden aangesteld.

Overeenkomstig de rechtspraak van het Hof, acht de Belgische wetgever zes maanden een redelijke termijn om kennis te nemen van mogelijkerwijs geschikte vacatures en het nodige te doen om te worden aangesteld. Deze termijn gaat, overeenkomstig de interpretatie van het Hof, in op het moment dat de burger van de Unie de aanvraag tot een verklaring van inschrijving in hoedanigheid van werkzoekende burger van de Unie heeft ingediend, namelijk de datum van afgifte van de bijlage 19.

Teneinde de burger van de Unie na het verstrijken van de redelijke termijn de nodige flexibiliteit te bezorgen om deze bewijzen tijdig over te kunnen maken aan het gemeentebestuur van de plaats waar hij verblijft, wordt hem hiervoor twee maanden de tijd gegeven. Bijgevolg dient de burger van de Unie tussen de zesde en de achtste maand na afgifte van de bijlage 19 aan te tonen dat hij niet alleen regelmatig en actief naar werk heeft gezocht sinds de afgifte van de bijlage 19, maar sinds het verstrijken van de redelijke termijn ook over een reële kans beschikt om te worden aangesteld.

De burger van de Unie legt volgende bewijzen voor:

1° het bewijs dat hij nog steeds werk zoekt, zijnde bewijzen van regelmatig en actief solliciteren na de afgifte van de bijlage 19, alsook een stand van zaken omtrent de lopende sollicitaties; en

2° het bewijs van de reële kans om te worden aangesteld, waarbij rekening wordt gehouden met de persoonlijke omstandigheden van de betrokkene, in het bijzonder de behaalde diploma's, eventuele gevolgdde of voorziene beroepsopleidingen, en duur van de werkloosheid.

Bij de beoordeling van de sollicitaties wordt rekening gehouden met de situatie op de nationale arbeidsmarkt in de sector die overeenkomt met de persoonlijke kwalificaties van de betrokken werkzoekende.

Le citoyen de l'Union dispose donc d'un délai raisonnable de six mois à compter de la délivrance de l'annexe 19 pour prendre connaissance des offres d'emploi susceptibles de lui convenir et de prendre les mesures nécessaires aux fins d'être embauché. Si le citoyen de l'Union n'a pas encore été nommé à l'expiration de ce délai raisonnable, il dispose d'une période de deux mois pour démontrer qu'il est toujours à la recherche d'un emploi et qu'il a une chance réelle d'être embauché. Dans le cas où le citoyen de l'Union ne fournit pas de preuve ou ne fournit pas de preuve adéquate, le ministre ou son délégué peut mettre fin au droit de séjour en tant que citoyen de l'Union à la recherche d'un emploi. Même après l'expiration de ce délai raisonnable, les citoyens de l'Union sont censés de continuer à prendre des mesures actives pour chercher du travail et transformer l'opportunité réelle en emploi effectif.

Si le citoyen de l'Union n'a pas encore été employé à l'expiration de la validité de la déclaration d'enregistrement en tant que demandeur d'emploi, cela peut être une indication forte, vu la longue durée de la recherche d'emploi, que la personne n'a pas ou n'a plus de chance réelle d'être embauché.

Le citoyen de l'Union qui souhaite néanmoins rester plus longtemps sur le territoire belge pour y chercher un emploi demande une déclaration d'enregistrement électronique conformément au modèle figurant à l'annexe 8. À cette fin, le citoyen de l'Union prouve que, depuis la délivrance de l'annexe 19, il a recherché un emploi de manière continue et que, depuis l'expiration du délai raisonnable, il a une chance réelle d'être embauché. Afin de prouver qu'il remplit toujours ces deux conditions au moment de l'introduction de la présente demande, le citoyen de l'Union complète les preuves déjà présentées par des preuves récentes.

Le Ministre ou son délégué statue sur cette demande. S'il est établi que le citoyen de l'Union remplit toujours les conditions de son séjour, le Ministre ou son délégué donne instruction à l'administration communale de remettre au citoyen de l'Union l'annexe 8.

Si le citoyen de l'Union ne démontre pas qu'il est à la recherche d'un emploi ou qu'il a des chances réelles d'être embauché, la demande est refusée conformément au présent article. Le cas échéant, le Ministre ou son délégué peut mettre fin au droit de séjour de plus de trois mois en qualité de citoyen de l'Union demandeur d'emploi.

Si le citoyen de l'Union ne fournit pas de preuves suffisantes, à savoir six mois à compter de la délivrance de l'annexe 19, ou si, par la suite, il ne peut plus démontrer qu'il est toujours à la recherche d'un emploi et qu'il a une chance réelle d'être embauché, il ne remplit plus les conditions de son séjour en qualité de citoyen de l'Union demandeur d'emploi. Le Ministre ou son délégué peut en conséquence mettre fin au droit de séjour de plus de trois mois en qualité de citoyen de l'Union demandeur d'emploi et, si nécessaire, donner au citoyen de l'Union l'ordre de quitter le territoire.

En cas de demandes successives, le législateur belge part du principe que le citoyen de l'Union a déjà disposé d'un délai raisonnable pour prendre connaissance des offres d'emploi susceptibles de lui convenir et de prendre les mesures nécessaires aux fins d'être embauché. Pour ces raisons, en cas de demande successive, le citoyen de l'Union doit immédiatement joindre à sa demande tant la preuve qu'il cherche un emploi et qu'il a une chance réelle d'être embauché.

Est considérée comme une demande successive, une demande d'attestation d'enregistrement en qualité de citoyen de l'Union demandeur d'emploi introduite dans un délai de douze mois :

- après la décision de refus de la demande d'attestation d'enregistrement conformément au paragraphe 3 ou 9 ; ou
- après l'expiration de la période de validité de l'attestation d'enregistrement précédente ; ou
- après qu'il ait été mis fin au droit de séjour de plus de trois mois en qualité de citoyen de l'Union demandeur d'emploi, sur la base du paragraphe 7 ou 8 ou de toute autre base légale.

En conséquence, s'il est établi que les conditions sont remplies, le citoyen de l'Union se voit délivrer immédiatement une attestation d'enregistrement électronique établie conformément au modèle figurant à l'annexe 8.

#### Art. 5

L'article 5 rectifie une divergence entre le texte français et le texte néerlandais de l'article 51/1, § 2, qui devient l'article 51/2, § 2. Il manquait quelques mots dans le texte néerlandais.

De burger van de Unie beschikt aldus over een redelijke termijn van zes maanden, te rekenen vanaf de afgifte van de bijlage 19, om kennis te nemen van mogelijkerwijs geschikte vacatures en het nodige te doen om te worden aangesteld. Indien de burger van de Unie nog niet is aangesteld na deze redelijke periode, beschikt hij over een periode van twee maanden om aan te tonen nog steeds werk te zoeken alsook een reële kans te maken te worden aangesteld. In het geval de burger van de Unie hiertoe geen of geen afdoende bewijs overmaakt, kan de Minister of diens gemachtigde een einde stellen aan het recht op verblijf in hoedanigheid van werkzoekende burger van de Unie. Er wordt verwacht van de burger van de Unie dat hij ook na het verloop van deze redelijke termijn actief stappen blijft zetten om werk te zoeken en de reële kans om te zetten in een effectieve tewerkstelling.

Indien de burger van de Unie bij het verloop van de geldigheid van de verklaring van inschrijving in hoedanigheid van werkzoekende nog niet is aangesteld, kan dit, gelet op de lange duur van het werk zoeken, een sterke indicatie zijn dat de betrokkene niet of niet meer over een reële kans beschikt om te worden aangesteld.

De burger van de Unie die toch nog langer op het Belgisch grondgebied wenst te verblijven teneinde werk te zoeken, dient een aanvraag in voor een elektronische verklaring van inschrijving opgemaakt overeenkomstig het model van de bijlage 8. Hiertoe toont de burger van de Unie aan dat hij, sinds de afgifte van de bijlage 19 voortdurend naar werk heeft gezocht, alsook dat hij, sinds het verstrijken van de redelijke termijn, beschikt over een reële kans om te worden aangesteld. Om aan te tonen dat de betrokkene ook op het moment van indiening van deze aanvraag nog steeds voldoet aan beide voorwaarden, vult de burger van de Unie de reeds overgemaakte bewijzen aan met recente bewijzen.

De Minister of zijn gemachtigde neemt een beslissing over deze aanvraag. Indien wordt vastgesteld dat de burger van de Unie nog steeds aan de voorwaarden van zijn verblijf voldoet, geeft de Minister of zijn gemachtigde de instructie aan het gemeentebestuur om de burger van de Unie, in het bezit te stellen van de bijlage 8.

In het geval de burger van de Unie niet aantoonbaar werk te zoeken of een reële kans te maken om te worden aangesteld, wordt overeenkomstig dit artikel de aanvraag geweigerd. Desgevallend kan de Minister of diens gemachtigde een einde stellen aan het recht op verblijf van meer dan drie maanden in hoedanigheid van werkzoekende burger van de Unie.

In het geval de burger van de Unie na verloop van de redelijke termijn, zijnde zes maanden na de afgifte van de bijlage 19, niet afdoende aantoonbaar of nadien niet langer kan aantonen dat hij nog steeds werk zoekt en een reële kans maakt om te worden aangesteld, voldoet hij niet meer aan de voorwaarden van zijn verblijf in hoedanigheid van werkzoekende burger van de Unie. De Minister of diens gemachtigde kan dienovereenkomstig een einde stellen aan het recht op verblijf van meer dan drie maanden in hoedanigheid van werkzoekende burger van de Unie, en de burger van de Unie, zo nodig, het bevel geven om het grondgebied te verlaten.

In het geval van opeenvolgende aanvragen, gaat de Belgische wetgever ervanuit dat de burger van de Unie reeds over een redelijke termijn heeft kunnen beschikken om kennis te nemen van mogelijkerwijs geschikte vacatures en het nodige te doen om te worden aangesteld. Om deze redenen wordt bij een opeenvolgende aanvraag onmiddellijk verwacht van de burger van de Unie dat deze bij de aanvraag zowel het bewijs voorlegt werk te zoeken alsook dat hij een reële kans maakt om te worden aangesteld.

Als een opeenvolgende aanvraag wordt beschouwd: een aanvraag tot een verklaring van inschrijving in hoedanigheid van werkzoekende burger van de Unie ingediend binnen de twaalf maanden:

- na de beslissing tot weigering van de aanvraag tot een verklaring van inschrijving overeenkomstig paragraaf 3 of 9 ; of
- na verloop van de geldigheidstermijn van de voorgaande verklaring van inschrijving;
- of nadat een einde werd gesteld aan het recht op verblijf van meer dan drie maanden in hoedanigheid van werkzoekende burger van de Unie op grond van paragraaf 7 of 8 of eender welke wettelijke basis.

Indien wordt vastgesteld dat aan de voorwaarden werd voldaan, wordt de burger van de Unie dan ook onmiddellijk in het bezit gesteld van een elektronische verklaring van inschrijving opgemaakt overeenkomstig het model van de bijlage 8.

#### Art. 5

Artikel 5 zet een discrepantie tussen de Franse en Nederlandse tekst recht in artikel 51/1, § 2, dat het artikel 51/2, § 2 wordt. In de Nederlandse tekst ontbraken enkele woorden.

**Art. 6**

L'article 6 du présent arrêté ajoute un nouvel article 51/3 à l'arrêté royal du 8 octobre 1981. Les dispositions de cet article ont été déplacées en raison de l'ajout d'un nouvel article 51/1 relatif à la procédure pour le citoyen de l'Union qui souhaite séjourner plus de trois mois sur le territoire pour y chercher un emploi. Il s'agit des dispositions de l'article 51, §§ 4 et 5, de l'arrêté royal du 8 octobre 1981, qui sont abrogées par le présent arrêté. Ces dispositions ont une portée générale et s'appliquent dès lors à tous les cas où la carte électronique attestant l'enregistrement, établie conformément au modèle figurant à l'annexe 8, ne peut être délivrée immédiatement.

**Art. 7**

L'article 7 du présent arrêté habilite le bourgmestre ou son délégué à reconnaître le séjour permanent au citoyen de l'Union et vise à simplifier et à accélérer cette procédure. Toutefois, dans les cas visés à l'article 42sexies de la loi du 15 décembre 1980, le Ministre ou son délégué reste toujours compétent. En cas de doute sérieux ou pour des raisons liées à la complexité du dossier, par exemple des soupçons de fraude, le dossier est transmis au Ministre ou son délégué pour prendre une décision.

Le ministre veille à ce que les communes reçoivent les instructions nécessaires et puissent obtenir les informations nécessaires concernant l'examen des conditions de reconnaissance du séjour permanent, notamment en ce qui concerne les éventuelles interruptions de la période de résidence concernée en raison d'un séjour à l'étranger ou d'un séjour en prison.

De leur côté, les communes sont tenues de partager toute information utile, notamment en ce qui concerne les éventuelles interruptions de séjour.

**Art. 8 & 9**

Les articles 69duodecimes et 69terdecimes sont adaptés suite à l'abrogation de l'article 50, § 2, 3°, de l'arrêté royal du 8 octobre 1981. Il est fait référence aux nouvelles dispositions pertinentes.

**Art. 10 à 16**

Les articles 10 à 16 du présent arrêté contiennent les adaptations nécessaires des annexes concernées.

**Art. 17 à 19**

L'article 17 prévoit les mesures transitoires nécessaires et l'article 18 précise l'entrée en vigueur. Ainsi, les demandes en qualité de citoyen de l'Union à la recherche d'un emploi qui ont été introduites avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, pour autant qu'elles soient encore pendantes, seront évaluées en vertu du nouvel article 51/1. En termes de conditions, la demande sera considérée comme ayant été introduite conformément au nouvel article 51/1, § 2 en ce qui concerne la condition visée au point 2° si l'un des deux documents a été introduit. Si la demande n'était pas encore complète en ce qui concerne les documents visés à l'article 51/1, § 2, 2°, et si aucune décision de refus de séjour avec, le cas échéant, l'ordre de quitter le territoire n'a encore été prise conformément à l'ancien article 51, § 1<sup>er</sup>, troisième alinéa de l'arrêté royal du 8 octobre 1981, l'intéressé aura la possibilité de compléter sa demande. L'article 19 désigne le ministre chargé de l'exécution du présent arrêté.

Telle est, Sire, la portée de l'arrêté qui Vous est soumis.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,  
de Votre Majesté,  
le très respectueux  
et très fidèle serviteur,

La Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du  
Renouveau démocratique

A. VERLINDEN

La Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration,  
N. DE MOOR

**Art. 6**

Artikel 6 van dit besluit voegt een nieuw artikel 51/3 toe aan het koninklijk besluit van 8 oktober 1981. De bepalingen in dit artikel werden verplaatst omwille van het toevoegen van een nieuw artikel 51/1 met betrekking tot de procedure voor de burger van de Unie die meer dan drie maanden op het grondgebied wenst te verblijven teneinde er werk te zoeken. Het gaat om de bepalingen uit artikel 51, §§ 4 en 5, van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981, die bij dit besluit worden opgeheven. Deze bepalingen hebben een algemene draagwijdte en zijn bijgevolg van toepassing op alle gevallen waarbij de elektronische kaart die de inschrijving aantoont, opgesteld overeenkomstig het model van bijlage 8, niet onmiddellijk kan worden afgeleverd.

**Art. 7**

Artikel 7 van dit besluit verleent de burgemeester of diens gemachtigde de bevoegdheid om het duurzaam verblijf aan de burger van de Unie te erkennen en heeft tot doel deze procedure te vereenvoudigen en te versnellen. In de gevallen vermeld in artikel 42sexies van de wet van 15 december 1980 blijft de Minister of zijn gemachtigde echter steeds bevoegd. Ook bij ernstige twijfel of redenen gelinkt aan de complexiteit van het dossier, bijvoorbeeld bij vermoedens van fraude, wordt het dossier naar de Minister of zijn gemachtigde gestuurd voor het nemen van een beslissing.

De Minister draagt er zorg voor dat de gemeenten de nodige instructies ontvangen en de nodige informatie kunnen verkrijgen wat betreft het onderzoek naar de voorwaarden voor het erkennen van een duurzaam verblijf, met name wat betreft de eventuele onderbrekingen van de relevante periode van verblijf door een verblijf in het buitenland of een verblijf in de gevangenis.

De gemeenten zijn op hun beurt gehouden tot het delen van alle nuttige inlichtingen, met name wat betreft de mogelijke onderbrekingen van het verblijf.

**Art. 8 & 9**

De artikelen 69duodecimes en 69terdecimes worden aangepast aan de opheffing van artikel 50, § 2, 3°, van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981. Er wordt naar de nieuwe relevante bepalingen verwezen.

**Art. 10 tot en met 16**

De artikelen 10 tot en met 16 van dit besluit bevatten de nodige aanpassingen aan de relevante bijlagen.

**Art. 17 tot en met 19**

Artikel 17 bepaalt de nodige overgangsmaatregelen en artikel 18 verduidelijkt de inwerkingtreding. Zo zullen de aanvragen in hoedanigheid van werkzoekende burger van de Unie die werden ingediend voor de inwerkingtreding van dit besluit, voor zover deze nog hangende zijn, worden beoordeeld op grond van het nieuwe artikel 51/1. Inzake de vereiste documenten zal de aanvraag worden beschouwd als zijnde ingediend overeenkomstig het nieuwe artikel 51/1, § 2 voor wat betreft de voorwaarde onder punt 2° indien één van beide documenten werd voorgelegd. Indien de aanvraag nog niet volledig was, en in het geval er nog geen beslissing tot weigering van het verblijf met, zo nodig, het bevel om het grondgebied te verlaten werd genomen in overeenstemming met het voormalig artikel 51, § 1, derde lid van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981, wordt de betrokkene de kans geboden om zijn aanvraag aan te vullen. Artikel 19 wijst de bevoegde minister voor het uitvoeren van dit besluit aan.

Dit is, Sire, de draagwijdte van het besluit dat U wordt voorgelegd.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,  
van Uwe Majesteit,  
de zeer eerbiedige  
en zeer getrouwe dienaar,

De Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen  
en Democratische Vernieuwing

A. VERLINDEN

De Staatssecretaris voor Asiel en Migratie,  
N. DE MOOR

CONSEIL D'ÉTAT  
section de législation  
avis 74.084/2/V du 23 aout 2023

sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, en ce qui concerne les citoyens de l'Union qui se rendent sur le territoire pour y chercher un emploi et en ce qui concerne le renouvellement des documents de séjour, l'introduction de la demande d'attestation d'enregistrement et de la demande de séjour permanent'

Le 11 juillet 2023, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Secrétaire d'État à l'Asile et la Migration, adjointe à la Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique à communiquer un avis dans un délai de trente jours prorogé de plein droit \* jusqu'au 25 aout 2023, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, en ce qui concerne les citoyens de l'Union qui se rendent sur le territoire pour y chercher un emploi et en ce qui concerne le renouvellement des documents de séjour, l'introduction de la demande d'attestation d'enregistrement et de la demande de séjour permanent'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre des vacances le 23 aout 2023. La chambre était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Bernard BLERO et Christine HOREVOETS, conseillers d'État, Marianne DONY, assesseur, et Charles-Henri VAN HOVE, greffier.

Le rapport a été présenté par Julien GAUL, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Bernard BLERO.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 23 aout 2023.

\*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

#### FORMALITÉS PRÉALABLES

1. L'article 39/57-1, § 2, de la loi du 15 décembre 1980 'sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers' constitue en partie le fondement juridique du projet<sup>1</sup>.

Dès lors que cette disposition exige un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, une analyse d'impact devra être effectuée au sujet des dispositions qui exécutent cette disposition. Son accomplissement sera visé au préambule.

2. Plusieurs dispositions du projet emportent le traitement de données à caractère personnel, comme l'article 51/1, § 2, alinéa 1<sup>er</sup><sup>2</sup>, et § 6, alinéa 1<sup>er</sup><sup>3</sup>, en projet de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 'sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers' (article 4 du projet).

Il convient dès lors de tenir compte de l'article 36, paragraphe 4, du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 'relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)' (ci-après : le "RGPD") combiné avec son article 57, paragraphe 1, c), et son considérant 96, ainsi qu'avec l'article 2, alinéa 2, de la loi du 30 juillet 2018 'relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel', dont il résulte l'obligation de consulter l'autorité de contrôle, en l'occurrence l'Autorité de protection des données visée dans la loi du 3 décembre 2017 'portant création de l'Autorité de protection des données'.

RAAD VAN STATE  
afdeling Wetgeving  
advies 73.647/AV van 30 juni 2023

over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, wat betreft de burgers van de Unie die het grondgebied binnenkomen om er werk te zoeken en wat betreft de vernieuwing van de verblijfsdocumenten, de indiening van de aanvraag voor een verklaring van inschrijving en de aanvraag duurzaam verblijf'

Op 11 juli 2023 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Staatssecretaris voor Asiel en Migratie, toegevoegd aan de Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing verzocht binnen een termijn van dertig dagen van rechtswege\* verlengd tot 25 augustus 2023 een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, wat betreft de burgers van de Unie die het grondgebied binnenkomen om er werk te zoeken en wat betreft de vernieuwing van de verblijfsdocumenten, de indiening van de aanvraag voor een verklaring van inschrijving en de aanvraag duurzaam verblijf'.

Het ontwerp is door de tweede vakantiekamer onderzocht op 23 augustus 2023. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Bernard BLERO en Christine HOREVOETS, staatsraden, Marianne DONY, assessor, en Charles-Henri VAN HOVE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Julien GAUL, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Bernard BLERO.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 23 augustus 2023.

\*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

#### VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

1 Artikel 39/57-1, § 2, van de wet van 15 december 1980 'betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen' vormt ten dele de rechtsgrond van het ontwerp.<sup>1</sup>

Aangezien krachtens die bepaling een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad vereist is, zal een impactanalyse uitgevoerd moeten worden met betrekking tot de bepalingen waarbij aan die bepaling uitvoering gegeven wordt. In de aanhef dient vermeld te worden dat dit vormvereiste vervuld is.

2 Verscheidene bepalingen van het ontwerp gaan gepaard met de verwerking van persoonsgegevens, bijvoorbeeld het ontworpen artikel 51/1, § 2, eerste lid,<sup>1</sup> en § 6, eerste lid<sup>3</sup>, van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 'betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen' (artikel 4 van het ontwerp).

Er dient dan ook rekening gehouden te worden met artikel 36, lid 4, van verordening (EU) t en de Raad van 27 april 2016 'betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming)' (hierna: "de AVG"), gelezen in samenhang met artikel 57, lid 1, c), en overweging 96 van de preambule ervan alsook met artikel 2, tweede lid, van de wet van 30 juli 2018 'betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens', waaruit blijkt dat de toezichthoudende autoriteit, *in casu* de Gegevensbeschermingsautoriteit bedoeld in de wet van 3 december 2017 'tot oprichting van de Gegevensbeschermingsautoriteit' geraadpleegd dient te worden.

Si les dispositions en projet n'apparaissent pas contenir de nouveaux traitements de données par rapport aux dispositions modifiées<sup>4</sup>, il y a néanmoins lieu de constater que le projet constitue l'expression d'une nouvelle volonté de la part de l'auteur du projet, laquelle est subordonnée au respect de toutes les formalités préalables en vigueur au moment de son adoption.

L'auteur du projet veillera par conséquent à consulter l'Autorité de protection des données au sujet de ces dispositions.

L'accomplissement de cette formalité sera visé au préambule.

#### OBSERVATION GÉNÉRALE

L'arrêté royal du 7 octobre 2022 'portant des dispositions diverses en matière d'inscription des ressortissants étrangers dans les registres et visant à enregistrer les informations relatives aux reconnaissances frauduleuses et à compléter les informations relatives aux mariages et aux cohabitations légales de complaisance' a respectivement modifié et inséré les articles 50, § 1<sup>er</sup>, et 51/1 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981.

Plusieurs dispositions du projet entendent apporter des modifications à ces dispositions.

Il convient néanmoins de constater que l'arrêté royal du 7 octobre 2022 n'est pas encore entré en vigueur dès lors que l'arrêté ministériel devant être pris à cet effet n'a pas été adopté.

Afin d'éviter toute incohérence dans la mise en oeuvre de ces arrêtés, il appartient à l'auteur du projet de s'assurer que l'arrêté royal du 7 octobre 2022 entre en vigueur avant le projet examiné de sorte que ce dernier puisse apporter des modifications aux dispositions de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 dans sa version modifiée par l'arrêté royal du 7 octobre 2022.

#### OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

##### PRÉAMBULE

1. Interrogé sur le caractère exhaustif des dispositions qui constituent le fondement juridique du projet, telles que visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le délégué de la Secrétaire d'État a précisé qu'il convient d'y ajouter les dispositions suivantes : l'article 13, § 2, alinéa 2, l'article 39/57-1, § 2, l'article 42quinquies, § 5, et l'article 57/30, § 1<sup>er</sup>, alinéa 6, de la loi du 15 décembre 1980.

L'alinéa 1<sup>er</sup> sera complété en conséquence.

2. L'alinéa relatif à l'avis du Conseil d'État sera rédigé comme suit :

“ Vu l'avis 74.084/2/V du Conseil d'État, donné le 23 août 2023, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ; »<sup>5</sup>.

En conséquence, l'urgence ne sera pas mentionnée sous la forme d'un visa, mais pourra l'être dans le cadre d'un considérant.

#### DISPOSITIF

##### Article 4

1. Interrogé sur la portée des termes “ Si nécessaire » figurant à l'article 51/1, § 7, alinéa 2, en projet, le délégué de la Secrétaire d'État a précisé ce qui suit :

“ Om de continuïteit van het verblijf te garanderen voor de burger van de Unie, wanneer de administratie (door een grote influx van dossiers of bij complexe dossiers) de tijd te geven om deze bewijzen te controleren of om de uitkomst van een lopende procedure af te wachten ) De Unieburger zelf kan geen verlenging vragen ».

Ces précisions figureront utilement dans le commentaire de l'article.

2. À l'article 51/1, § 8, alinéa 1<sup>er</sup>, en projet, les mots “ qu'il est toujours à la recherche d'un emploi ou qu'il a une chance réelle d'être embauché » seront remplacés par les mots “ qu'il est toujours à la recherche d'un emploi et qu'il a une chance réelle d'être embauché » pour éviter toute ambiguïté quant au caractère cumulatif des conditions énumérées.

Hoewel de ontworpen bepalingen ten opzichte van de bepalingen die gewijzigd worden<sup>4</sup> niet gepaard lijken te gaan met nieuwe gegevensverwerkingen, dient evenwel vastgesteld te worden dat het ontwerp een nieuwe uiting is van de wil van de steller van het ontwerp, waarbij alle voorafgaande vormvereisten die gelden op het ogenblik van de goedkeuring van het ontwerp in acht genomen moeten worden.

Bijgevolg moet de steller van het ontwerp erop toezien dat de Gegevensbeschermingsautoriteit over die bepalingen geraadpleegd wordt.

In de aanhef dient vermeld te worden dat dit vormvereiste vervuld is.

#### ALGEMENE OPMERKING

De artikelen 50, § 1, en 51/1 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 zijn respectievelijk gewijzigd en ingevoegd bij het koninklijk besluit van 7 oktober 2022 'houdende diverse bepalingen inzake de inschrijving van de buitenlandse onderdanen in de registers en met het oog op de registratie van de inlichtingen betreffende frauduleuze erkenningen en het aanvullen van de informatie met betrekking tot schijnhuwelijken en schijnwettelijke samenwoningen'.

Verscheidene bepalingen van het ontwerp strekken ertoe wijzigingen aan te brengen in die bepalingen.

Er dient evenwel vastgesteld te worden dat het koninklijk besluit van 7 oktober 2022 nog niet in werking getreden is, aangezien het ministerieel besluit dat daartoe vastgesteld moet worden niet goedgekeurd is.

Teneinde elk gebrek aan samenhang bij de uitvoering van die besluiten te voorkomen dient de steller van het ontwerp zich ervan te vergewissen dat het koninklijk besluit van 7 oktober 2022 vóór voorliggend ontwerp in werking treedt zodat bij dat ontwerp wijzigingen aangebracht kunnen worden in de bepalingen van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 zoals gewijzigd bij het koninklijk besluit van 7 oktober 2022.

#### BIJZONDERE OPMERKINGEN

##### AANHEF

1. Op de vraag of in het eerste lid melding gemaakt wordt van alle bepalingen die de rechtsgrond van het ontwerp vormen, heeft de gemachtigde van de staatssecretaris geantwoord dat daaraan de volgende bepalingen toegevoegd dienen te worden: artikel 13, § 2, tweede lid, artikel 39/57-1, § 2, artikel 42quinquies, § 5, en artikel 57/30, § 1, zesde lid, van de wet van 15 december 1980.

Het eerste lid moet dienovereenkomstig aangevuld worden.

2. Het lid betreffende het advies van de Raad van State moet als volgt gesteld worden:

“Gelet op advies 74.084/2/V van de Raad van State, gegeven op 23 augustus 2023, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;”<sup>5</sup>

Bijgevolg moet de spoedeisendheid niet vermeld worden in een lid dat begint met “Gelet op”, maar kan daarvan melding gemaakt worden in de vorm van een overweging.

#### DISPOSITIEF

##### Artikel 4

1. Op de vraag wat de draagwijdte is van de woorden “Indien nodig” in het ontworpen artikel 51/1, § 7, tweede lid, heeft de gemachtigde van de staatssecretaris het volgende geantwoord:

“Om de continuïteit van het verblijf te garanderen voor de burger van de Unie, wanneer de administratie (door een grote influx van dossiers of bij complexe dossiers) de tijd te geven om deze bewijzen te controleren of om de uitkomst van een lopende procedure af te wachten (op deze manier kan de betrokkene onmiddellijk geregistreerd worden als werknemer). De Unieburger zelf kan geen verlenging vragen.”

Het verdient aanbeveling deze toelichting op te nemen in de commentaar bij het artikel.

2. In het ontworpen artikel 51/1, § 8, eerste lid, moeten de woorden “dat hij nog steeds werk zoekt of een reële kans maakt om te worden aangesteld” vervangen worden door de woorden “dat hij nog steeds werk zoekt en een reële kans maakt om te worden aangesteld” om elke onduidelijkheid te voorkomen over het feit dat beide opgesomde voorwaarden vervuld moet worden.



3. L'article 51/1, § 9, alinéa 1<sup>er</sup>, en projet prévoit qu'en cas de demande " successive » dans un délai de douze mois de la part d'un citoyen de l'Union entré sur le territoire pour y chercher un emploi, le demandeur doit directement être en mesure d'apporter la preuve qu'il recherche un emploi et qu'il a une chance réelle d'être embauché.

L'alinéa 2 de cette disposition énonce :

" Est considérée comme une demande successive, une demande d'attestation d'enregistrement en qualité de citoyen de l'Union demandeur d'emploi introduite dans un délai de douze mois :

- après la décision de refus de la demande d'attestation d'enregistrement, conformément au paragraphe 3 ou 7 ; ou
- après l'expiration de la période de validité de l'attestation d'enregistrement précédente ; ou
- après qu'il a été mis fin au droit de séjour de plus de trois mois en qualité de citoyen de l'Union demandeur d'emploi, sur base du paragraphe 8, ou de toute autre base juridique ».

La question se pose de savoir comment cette disposition doit être appliquée en cas de décision prise sur la base de l'article 51/1, §§ 3<sup>6</sup> ou 5<sup>7</sup>, en projet dans l'hypothèse où le délai raisonnable imparti au demandeur pour produire la démonstration qu'il dispose d'une chance réelle d'être embauché conformément à l'arrêt C-710/19 de la Cour de Justice de l'Union européenne<sup>8</sup> n'est pas encore expiré au moment où il introduit sa demande " successive ».

Interrogé sur ces cas particuliers, le délégué de la Secrétaire d'État a précisé ce qui suit :

" In het geval van § 3 zal de aanvraag slechts worden geweigerd indien de betrokkene niet afdoende kan aantonen dat hij werk zoekt op het Belgisch grondgebied. Dit zal zeer uitzonderlijk zijn. Bovendien beschikken de autoriteiten over een beslissingstermijn van zes maanden en heeft de betrokkene in principe geen recht op verblijf meer nadat het verblijf van meer dan drie maanden hem werd geweigerd (tenzij opnieuw in KT). In de praktijk kan de betrokkene aantonen dat hij zich nog in de redelijke termijn bevindt en zal hiermee rekening worden gehouden.

[...]

§ 5 werd niet opgenomen om deze reden. Indien het recht op verblijf wordt geweigerd op grond van § 5 valt de betrokkene dus niet binnen het toepassingsgebied van § 9 ».

Il est pris acte de ces explications.

#### Article 7

Interrogé sur le délai dans lequel le bourgmestre doit statuer sur la demande de séjour permanent, le délégué de la Secrétaire d'État a expliqué :

" Geen termijn voorzien. De gemeenten zijn zelf vragende partij om in eenvoudige dossiers een beslissing te kunnen nemen om op deze manier de werklast te kunnen verminderen. Er zal bovendien gecommuniceerd worden naar de gemeenten dat zij onmiddellijk of zo snel mogelijk de beslissing dienen te nemen ofwel het dossier aan DVZ dienen over te maken ».

Compte tenu du fait que l'article 55, alinéa 4, en projet (article 7, 2°, du projet) détermine le délai dans lequel le délégué du ministre doit prendre une décision, à savoir cinq mois à partir du transfert de la demande par le bourgmestre ou son délégué, la section de législation n'aperçoit pas ce qui pourrait justifier de ne pas déterminer le délai dans lequel le bourgmestre doit prendre une décision dans le cas où il décide de ne pas transmettre la demande au délégué du ministre.

Il en va d'autant plus ainsi que, d'après les explications du délégué de la Secrétaire d'État, les communes seront informées du fait qu'elles doivent prendre une décision immédiatement ou le plus rapidement possible, en conformité avec l'article 19, paragraphe 2, de la directive 2004/38/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 'relative au droit des citoyens de l'Union et des membres de leurs familles de circuler et de séjourner librement sur le territoire des États membres, modifiant le règlement (CEE) n° 1612/68 et abrogeant les directives 64/221/CEE, 68/360/CEE, 72/194/CEE, 73/148/CEE, 75/34/CEE, 75/35/CEE, 90/364/CEE, 90/365/CEE et 93/96/CEE' qui prévoit que le document attestant de la permanence du séjour doit être délivré " dès que possible ».

L'article 55, alinéa 4, en projet sera revu à la lumière de cette observation.

3. In het ontworpen artikel 51/1, § 9, eerste lid, wordt bepaald dat, indien binnen de twaalf maanden een "opeenvolgende" aanvraag gedaan wordt door een burger van de Unie die het grondgebied binnengekomen is om er werk te zoeken, de aanvrager onmiddellijk moet kunnen bewijzen dat hij werk zoekt en een reële kans heeft om aangesteld te worden.

Het tweede lid van die bepaling luidt als volgt:

"Als opeenvolgende aanvraag wordt aangemerkt, een aanvraag tot een verklaring van inschrijving in hoedanigheid van werkzoekende burger van de Unie ingediend binnen de twaalf maanden:

- na de beslissing tot weigering van de aanvraag tot een verklaring van inschrijving overeenkomstig paragraaf 3 of 7; of
- na verloop van de geldigheidstermijn van de voorgaande verklaring van inschrijving; of
- nadat een einde werd gesteld aan het recht op verblijf van meer dan drie maanden in hoedanigheid van werkzoekende burger van de Unie op grond van paragraaf 8 of eender welke wettelijke basis."

De vraag rijst hoe die bepaling toegepast moet worden indien op grond van het ontworpen artikel 51/1, §§ 3<sup>6</sup> of 5<sup>7</sup> een beslissing genomen wordt ingeval de redelijke termijn waarover de aanvrager beschikt om het bewijs te leveren dat hij een reële kans heeft om overeenkomstig arrest C-710/19 van het Hof van Justitie van de Europese Unie<sup>8</sup> aangesteld te worden, nog niet verstreken is wanneer hij zijn "opeenvolgende" aanvraag indient.

Naar aanleiding van een vraag over deze bijzondere gevallen heeft de gemachtigde van de staatssecretaris de volgende toelichting gegeven:

"In het geval van § 3 zal de aanvraag slechts worden geweigerd indien de betrokkene niet afdoende kan aantonen dat hij werk zoekt op het Belgisch grondgebied. Dit zal zeer uitzonderlijk zijn. Bovendien beschikken de autoriteiten over een beslissingstermijn van zes maanden en heeft de betrokkene in principe geen recht op verblijf meer nadat het verblijf van meer dan drie maanden hem werd geweigerd (tenzij opnieuw in KT). In de praktijk kan de betrokkene aantonen dat hij zich nog in de redelijke termijn bevindt en zal hiermee rekening worden gehouden.

(...)

§ 5 werd niet opgenomen om deze reden. Indien het recht op verblijf wordt geweigerd op grond van § 5 valt de betrokkene dus niet binnen het toepassingsgebied van § 9."

Van die uitleg wordt akte genomen.

#### Artikel 7

Naar aanleiding van een vraag over de termijn waarin de burgemeester moet beslissen over de aanvraag duurzaam verblijf heeft de gemachtigde van de staatssecretaris de volgende toelichting gegeven:

"Geen termijn voorzien. De gemeenten zijn zelf vragende partij om in eenvoudige dossiers een beslissing te kunnen nemen om op deze manier de werklast te kunnen verminderen. Er zal bovendien gecommuniceerd worden naar de gemeenten dat zij onmiddellijk of zo snel mogelijk de beslissing dienen te nemen ofwel het dossier aan DVZ dienen over te maken."

Gelet op het feit dat in het ontworpen artikel 55, vierde lid (artikel 7, 2°, van het ontwerp) de termijn bepaald wordt waarbinnen de gemachtigde van de minister een beslissing moet nemen, namelijk vijf maanden vanaf het verzenden van de aanvraag door de burgemeester of zijn gemachtigde, is het de afdeling Wetgeving niet duidelijk op welke grond de termijn waarbinnen de burgemeester een beslissing moet nemen niet bepaald zou worden ingeval hij beslist om de aanvraag niet aan de gemachtigde van de minister over te zenden.

Dat geldt des te meer daar uit de toelichting van de gemachtigde van de staatssecretaris blijkt dat de gemeenten op de hoogte gebracht zullen worden van het feit dat ze onmiddellijk of zo snel mogelijk een beslissing dienen te nemen, overeenkomstig artikel 19, lid 2, van richtlijn 2004/38/EG van het Europees Parlement en de Raad van 29 april 2004 'betreffende het recht van vrij verkeer en verblijf op het grondgebied van de lidstaten voor de burgers van de Unie en hun familieleden, tot wijziging van Verordening (EEG) nr. 1612/68 en tot intrekking van de Richtlijnen 64/221/EEG, 68/360/EEG, 72/194/EEG, 73/148/EEG, 75/34/EEG, 75/35/EEG, 90/364/EEG, 90/365/EEG en 93/96/EEG', naar luid waarvan het document ter staving van duurzaam verblijf "zo spoedig mogelijk" verstrekt moet worden.

Het ontworpen artikel 55, vierde lid, moet in het licht van deze opmerking herzien worden.

Article 13

Les mots “ Dans l’annexe » seront remplacés par les mots “ L’annexe ».

La même observation vaut pour l’article 14.

Article 17

Le rapport au Roi précise que le projet examiné vise en partie à mettre la réglementation belge en conformité avec l’arrêt C-710/19 du 17 décembre 2020 de la Cour de justice de l’Union européenne en ce qui concerne les demandes de citoyens de l’Union entrés sur le territoire pour y chercher un emploi.

L’article 17 du projet énonce :

“ Les demandes introduites avant l’entrée en vigueur du présent arrêté restent soumises aux règles juridiques applicables au moment de l’introduction ».

Il en résulte que les demandes introduites par les citoyens de l’Union entrés sur le territoire pour y chercher un emploi avant l’entrée en vigueur du projet resteraient dès lors soumises à une procédure qui a été jugée contraire à la directive 2004/38/CE par la Cour de Justice, ce qui n’est pas admissible.

Il appartient à l’auteur du projet de revoir l’article 17 du projet en manière telle que les citoyens de l’Union entrés sur le territoire pour y chercher un emploi qui ont introduit leur demande avant l’entrée en vigueur du projet puissent bénéficier d’une procédure qui soit conforme à la directive 2004/38/CE.

LE GREFFIER  
Charles-Henri VAN HOVE

LE PRÉSIDENT  
M. BAGUET

Notes

\* Ce délai résulte de l’article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, in fine, des lois ‘sur le Conseil d’État’, coordonnées le 12 janvier 1973 qui précise que ce délai est prolongé de plein droit de quinze jours lorsqu’il prend cours du 15 juillet au 31 juillet ou lorsqu’il expire entre le 15 juillet et le 15 aout.

(1) Voir, à cet égard, l’observation n° 1 sous le préambule.

(2) Lequel énonce : “ Lors de la demande, le citoyen de l’Union doit produire les documents suivants : 1° un document prouvant la citoyenneté de l’Union conformément à l’article 41, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi ; 2° une inscription auprès du service de l’emploi compétent et des preuves de plusieurs candidatures effectives, afin de fournir la preuve que le citoyen de l’Union recherche effectivement un emploi ».

(3) Lequel énonce : “ Le citoyen de l’Union qui est toujours à la recherche d’un emploi six mois à compter de la date de délivrance de l’annexe 19 et qui souhaite séjourner plus longtemps sur le territoire belge à cette fin, doit être en mesure de prouver qu’il a une chance réelle d’être embauché. À cette fin, le citoyen de l’Union présente, entre le sixième et le huitième mois suivant la délivrance de l’annexe 19, les preuves suivantes à l’administration communale du lieu où il réside: 1° la preuve qu’il est toujours à la recherche d’un emploi, c’est-à-dire la preuve de candidatures régulières et actives après la délivrance de l’annexe 19, ainsi qu’un état des lieux des candidatures en cours ; et 2° la preuve d’une chance réelle d’être embauché, compte tenu de la situation personnelle de l’intéressé, telle que les diplômes obtenus, toute formation professionnelle suivie ou envisagée, et la durée de chômage ».

(4) L’article 50, § 2, 3<sup>o</sup>, de l’arrêté royal du 8 octobre 1981 dont la suppression est envisagée par l’article 2, 2<sup>o</sup>, du projet, énonce : “ Lors de la demande ou au plus tard dans les trois mois après la demande, le citoyen de l’Union, selon le cas, doit produire les documents suivants : [...] 3<sup>o</sup> demandeur d’emploi : a) une inscription auprès du service de l’emploi compétent ou copie de lettres de candidature; et b) la preuve d’avoir une chance réelle d’être engagé compte tenu de la situation personnelle de l’intéressé, notamment les diplômes qu’il a obtenus, les éventuelles formations professionnelles qu’il a suivies ou prévues et la durée de la période de chômage ».

(5) *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet “ Technique législative », recommandation n[00ef][0082][00b0] 36.1 et formule F 3-5-2.

(6) Voir le 1<sup>er</sup> tiret de l’article 51/1, § 9, alinéa 2, en projet.

(7) Voir le 3<sup>ème</sup> tiret (sous les termes “ toute autre base juridique ») de l’article 51/1, § 9, alinéa 2, en projet.

(8) C.J., arrêt *GMA c. État belge*, 17 décembre 2020, n° C-710/19.

Artikel 13

De woorden “In bijlage” moeten vervangen worden door de woorden “De bijlage”.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 14.

Artikel 17

In het verslag aan de Koning staat dat voorliggend ontwerp er deels toe strekt de Belgische regelgeving in overeenstemming te brengen met arrest C-710/19 d.d. 17 december 2020 van het Hof van Justitie van de Europese Unie over de aanvragen van burgers van de Unie die het grondgebied binnengekomen zijn om er werk te zoeken.

Artikel 17 van het ontwerp luidt als volgt:

“De aanvragen ingediend voor de inwerkingtreding van dit besluit blijven onderworpen aan de rechtsregels van toepassing op het moment van indiening.”

Daaruit volgt dat de aanvragen die vóór de inwerkingtreding van het ontwerp ingediend zijn door burgers van de Unie die het grondgebied binnengekomen zijn om er werk te zoeken bijgevolg onderworpen zouden blijven aan een procedure die door het Hof van Justitie in strijd bevonden is met richtlijn 2004/38/EG, wat onaanvaardbaar is.

De steller van het ontwerp dient artikel 17 van het ontwerp aldus te herzien dat de burgers van de Unie die het grondgebied binnengekomen zijn om er werk te zoeken en die hun aanvraag vóór de inwerkingtreding van het ontwerp ingediend hebben, in aanmerking kunnen komen voor een procedure die in overeenstemming is met richtlijn 2004/38/EG.

LE GREFFIER  
Charles-Henri VAN HOVE

LE PRÉSIDENT  
M. BAGUET

Nota’s

\* Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, in fine, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, waarin wordt bepaald dat deze termijn van rechtswege verlengd wordt met vijftien dagen wanneer hij begint te lopen tussen 15 juli en 31 juli of wanneer hij verstrijkt tussen 15 juli en 15 augustus.

(1) Zie in dat verband opmerking 1 over de aanhef.

(2) Welke bepaling als volgt luidt: “Bij de aanvraag dient de burger van de Unie de volgende documenten over te maken: 1° een document waarmee het Unieburgerschap overeenkomstig artikel 41, § 1, eerste lid, van de wet wordt bewezen; 2° een inschrijving bij de bevoegde dienst voor arbeidsvoorziening en bewijzen van meerdere, daadwerkelijke sollicitaties, teneinde het bewijs te leveren dat de burger van de Unie effectief werk zoekt.”

(3) Welke bepaling als volgt luidt: “De burger van de Unie die zes maanden na afgifte van de bijlage 19 nog steeds werk zoekt en hiertoe langer op het Belgisch grondgebied wenst te verblijven, moet kunnen bewijzen dat hij een reële kans maakt om te worden aangesteld. De burger van de Unie legt hiertoe tussen de zesde en de achtste maand na afgifte van de bijlage 19 de volgende bewijzen voor bij het gemeentebestuur van de plaats waar hij verblijft: 1° het bewijs dat hij nog steeds werk zoekt, zijnde bewijzen van regelmatig en actief solliciteren na afgifte van de bijlage 19, alsook een stand van zaken omtrent de lopende sollicitaties; en 2° het bewijs van de reële kans om te worden aangesteld, waarbij rekening wordt gehouden met de persoonlijke omstandigheden van de betrokkene, zoals behaalde diploma’s, eventuele gevolgdde of voorziene beroepsopleidingen, en duur van de werkloosheid.”

(4) De bepaling onder 3<sup>o</sup> van artikel 50, § 2, van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981, welke bepaling opgeheven wordt bij artikel 2, 2<sup>o</sup>, van het ontwerp, luidt als volgt: “Bij de aanvraag of ten laatste binnen de drie maanden na de aanvraag dient de burger van de Unie naargelang het geval de volgende documenten over te maken:(...) 3<sup>o</sup> werkzoekende: a) een inschrijving bij de bevoegde dienst voor arbeidsvoorziening of kopieën van sollicitatiebrieven; en b) het bewijs van de reële kans om te worden aangesteld waarbij rekening wordt gehouden met de persoonlijke omstandigheden van de betrokkene, zoals behaalde diploma’s, eventuele gevolgdde of voorziene beroepsopleidingen, en duur van de werkloosheid”.

(5) *Beginnelen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 36.1 en formule F 3-5-2.

(6) Zie het eerste streepje van het ontworpen artikel 51/1, § 9, tweede lid.

(7) Zie het derde streepje (de woorden “eender welke wettelijke basis”) van het ontworpen artikel 51/1, § 9, tweede lid.

(8) HvJ 17 december 2020, C-710/19, *GMA v. Belgische Staat*.

**12 DECEMBRE 2023.** — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, en ce qui concerne les citoyens de l'Union qui se rendent sur le territoire pour y chercher un emploi et en ce qui concerne le renouvellement des documents de séjour, l'introduction de la demande d'attestation d'enregistrement et de la demande de séjour permanent

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, l'article 13, § 2, alinéa 2, inséré par la loi du 8 juillet 2011, l'article 18, § 1, alinéa 2, modifié par la loi du 19 mars 2014, l'article 39/57-1, § 2, modifié par la loi du 30 juillet 2021, l'article 42, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, et § 4, alinéa 1<sup>er</sup>, modifié par la loi du 8 juillet 2011, l'article 42quinquies, § 5, modifié par la loi du 4 mai 2016, l'article 47/5, inséré par la loi du 16 décembre 2020, l'article 57/30, § 1<sup>er</sup>, alinéa 6, inséré par la loi du 18 février 2003, l'article 61/1/2, alinéa 2, inséré par la loi du 11 juillet 2021, et l'article 61/25-6, § 5, alinéa 3, inséré par la loi du 22 juillet 2018;

Vu l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 12 juin 2023 ;

Vu l'accord de la Secrétaire d'Etat au Budget, donné le 23 juin 2023 ;

Vu l'avis n° 74.084/2/V du Conseil d'Etat, donné le 23 août 2023, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Vu l'avis n° 65/2023 du 24 mars 2023, de l'Autorité de protection des données donné le 29 septembre 2023 ;

Vu l'analyse d'impact de la réglementation réalisée conformément aux articles 6 et 7 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses en matière de simplification administrative;

Sur la proposition de la Ministre de l'Intérieur et de la Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil;

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 32, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, remplacé par l'arrêté royal du 12 juin 2020 et modifié par l'arrêté royal du 27 novembre 2022, les mots " le quarantième et le trentième jour » sont remplacés par les mots " le soixantième et le trentième jour ».

**Art. 2.** À l'article 50 du même arrêté, abrogé par l'arrêté royal du 10 décembre 1996, rétabli par l'arrêté royal du 12 juin 1998, remplacé par l'arrêté royal du 7 mai 2008 et modifié par les arrêtés royaux du 21 septembre 2011, du 12 octobre 2015 et du 7 octobre 2022, les modifications suivantes sont apportées:

1° le paragraphe 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit : " Le citoyen de l'Union qui envisage de séjourner plus de trois mois sur le territoire du Royaume et qui prouve sa citoyenneté conformément à l'article 41, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi, introduit une demande d'attestation d'enregistrement auprès de l'administration communale du lieu où il réside. La demande est accompagnée de tous les documents requis en application du paragraphe 2. Un document conforme au modèle figurant à l'annexe 19 est délivré comme preuve de l'introduction de la demande.

Dans le cas où le citoyen de l'Union ne présente pas toutes les pièces justificatives requises au moment de l'introduction de la demande, le bourgmestre ou son délégué notifie les pièces manquantes.

Si la citoyenneté ne peut être prouvée de manière concluante, conformément à l'article 41, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi, au moyen des documents présentés, ou si le citoyen de l'Union ne présente pas toutes les pièces justificatives, le bourgmestre ou son délégué ne prend pas la demande en considération au moyen d'un document conforme à l'annexe 19quinquies. »;

2° dans le paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, les modifications suivantes sont apportées:

- les mots " ou au plus tard dans les trois mois après la demande » sont abrogés;

- le 3° est abrogé.

**12 DECEMBER 2023.** — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, wat betreft de burgers van de Unie die het grondgebied binnenkomen om er werk te zoeken en wat betreft de vernieuwing van de verblijfsdocumenten, de indiening van de aanvraag voor een verklaring van inschrijving en de aanvraag duurzaam verblijf

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, artikel 13, § 2, tweede lid, ingevoegd bij de wet van 8 juli 2011, artikel 18, § 1, tweede lid, gewijzigd bij de wet van 19 maart 2014, artikel 39/57-1, § 2, gewijzigd bij de wet van 30 juli 2021, artikel 42, § 1, eerste lid en § 4, eerste lid, gewijzigd bij de wet van 8 juli 2011, artikel 42quinquies, § 5, gewijzigd bij de wet van 4 mei 2016, artikel 47/5, ingevoegd bij de wet van 16 december 2020, artikel 57/30, § 1, zesde lid, ingevoegd bij de wet van 18 februari 2003, artikel 61/1/2, tweede lid, ingevoegd bij de wet van 11 juli 2021 en artikel 61/25-6, § 5, derde lid; ingevoegd bij de wet van 22 juli 2018;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 12 juni 2023;

Gelet op de akkoordbevinding van de Staatssecretaris voor Begroting, gegeven d.d. 23 juni 2023;

Gelet op het advies nr. 74.084/2/V van de Raad van State, gegeven op 23 augustus 2023, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op advies nr. 65/2023 van 24 maart 2023 van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 29 september 2023;

Gelet op de regelgevingsimpactanalyse uitgevoerd overeenkomstig artikelen 6 en 7 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging;

Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Zaken en de Staatssecretaris voor Asiel en Migratie en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers;

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** In artikel 32, § 1, eerste lid, van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, vervangen bij het koninklijk besluit van 12 juni 2020 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 27 november 2022, worden de woorden "de veertigste en de dertigste dag", vervangen door de woorden "de zestigste en de dertigste dag".

**Art. 2.** In artikel 50 van hetzelfde besluit, opgeheven bij koninklijk besluit van 10 december 1996, hersteld bij het koninklijk besluit van 12 juni 1998, vervangen bij het koninklijk besluit van 7 mei 2008 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 21 september 2011 en 12 oktober 2015 en 7 oktober 2022 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 1 wordt vervangen als volgt: "De burger van de Unie die langer dan drie maanden op het grondgebied van het Rijk wil verblijven en die zijn burgerschap bewijst, overeenkomstig artikel 41, § 1, eerste lid, van de wet, dient een aanvraag voor een verklaring van inschrijving in bij het gemeentebestuur van de plaats waar hij verblijft. Bij de aanvraag worden alle documenten toegevoegd die vereist zijn in toepassing van paragraaf 2. Als bewijs van het indienen van de aanvraag wordt een document overeenkomstig het model van bijlage 19 afgegeven.

Indien de burger van de Unie niet alle vereiste bewijsstukken voorlegt op het moment van het indienen van de aanvraag, meldt de burgemeester of diens gemachtigde welke documenten ontbreken.

Indien het burgerschap, overeenkomstig artikel 41, § 1, eerste lid, van de wet, niet ardoende kan worden bewezen door middel van de voorgelegde documenten, of indien de burger van de Unie niet alle vereiste bewijsstukken voorlegt, neemt de burgemeester of diens gemachtigde de aanvraag niet in overweging, door middel van een document overeenkomstig de bijlage 19quinquies.;"

2° in paragraaf 2, eerste lid worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- de woorden "of ten laatste binnen drie maanden na de aanvraag" worden opgeheven;

- de bepaling onder 3° wordt opgeheven.

**Art. 3.** A l'article 51 du même arrêté, abrogé par l'arrêté royal du 20 décembre 1991, rétabli par l'arrêté royal du 22 décembre 1992, remplacé par l'arrêté royal du 21 septembre 2011 et modifié par les arrêtés royaux du 15 août 2012, du 12 juin 2020 et du 7 octobre 2022, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1<sup>er</sup> est remplacé par les mots suivants : " Si le citoyen de l'Union présente les documents requis, le bourgmestre ou son délégué transmet immédiatement la demande au délégué du Ministre, sauf si le droit de séjour est immédiatement reconnu au citoyen de l'Union conformément au paragraphe 3. » ;

2° dans le paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots " dans le délai de trois mois, éventuellement prorogé d'un mois » sont abrogés;

3° dans le paragraphe 3, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots " dans le délai prévu au paragraphe 1<sup>er</sup> » sont abrogés.

4° les paragraphes 4 et 5 sont abrogés.

**Art. 4.** Dans le même arrêté, un nouvel article est inséré avant l'article 51/1, qui devient l'article 51/2, rédigé comme suit:

" Article 51/1. § 1<sup>er</sup>. Le citoyen de l'Union qui est entré sur le territoire pour y chercher un emploi et qui envisage de séjourner plus de trois mois sur le territoire du Royaume afin de prendre connaissance des offres d'emploi susceptibles de lui convenir et de prendre les mesures nécessaires aux fins d'être embauché, introduit une demande d'attestation d'enregistrement en qualité de citoyen de l'Union demandeur d'emploi auprès de l'administration communale du lieu où il réside.

§ 2. Lors de la demande, le citoyen de l'Union doit produire les documents suivants :

1° un document prouvant la citoyenneté de l'Union conformément à l'article 41, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi ;

2° une inscription auprès du service de l'emploi compétent et des preuves de plusieurs candidatures effectives afin de fournir la preuve que le citoyen de l'Union recherche effectivement un emploi.

Le document conforme au modèle figurant à l'annexe 19 est délivré au citoyen de l'Union comme preuve de l'introduction de la demande.

Dans le cas où le citoyen de l'Union ne présente pas toutes les pièces justificatives requises au moment de l'introduction du dossier, le bourgmestre ou son délégué notifie les pièces manquantes.

Si la citoyenneté ne peut être prouvée de manière concluante, conformément à l'article 41, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi, au moyen des documents présentés ou si le citoyen de l'Union ne présente pas toutes les pièces justificatives requises, le bourgmestre ou son délégué ne prend pas la demande en considération au moyen d'un document conforme au modèle figurant à l'annexe 19quinquies.

§ 3. Le bourgmestre ou son délégué peut délivrer le document attestant l'enregistrement au citoyen de l'Union qui est entré sur le territoire pour y chercher un emploi s'il remplit les conditions et s'il ressort du contrôle que le lieu de résidence réel du citoyen de l'Union se trouve sur le territoire de la commune. Une copie de ce document est transmise au délégué du Ministre.

En cas de doute sérieux ou de complexité du dossier, le bourgmestre ou son délégué peut transmettre la demande au délégué du Ministre. Si le Ministre ou son délégué constate que les conditions qui précèdent sont remplies, dans le délai prévu à l'article 42 de la loi, le bourgmestre ou son délégué délivre au citoyen de l'Union un document attestant de son enregistrement.

Le document attestant de l'enregistrement en qualité de citoyen de l'Union demandeur d'emploi, visé aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2, est établi conformément au modèle figurant à l'annexe 3quater. Ce document a une durée de validité de dix mois à compter de la délivrance de l'annexe 19, et est délivré gratuitement.

Si le citoyen de l'Union ne prouve pas qu'il remplit les conditions des paragraphes précédents, la demande est refusée et, si nécessaire, un ordre de quitter le territoire lui est délivré. Le bourgmestre ou son délégué notifie ces deux décisions au moyen d'un document conforme au modèle figurant à l'annexe 20.

§ 4. Le citoyen de l'Union qui a trouvé un emploi et qui peut fournir les preuves nécessaires à cet effet conformément à l'article 50, § 2, 1° ou 2°, peut demander la délivrance d'une carte électronique attestant de l'enregistrement, établie conformément au modèle figurant à l'annexe 8, auprès de l'administration communale du lieu où il réside.

**Art. 3.** In artikel 51 van hetzelfde besluit, opgeheven bij het koninklijk besluit van 20 december 1991, hersteld bij het koninklijk besluit van 22 december 1992, vervangen bij het koninklijk besluit van 21 september 2011 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 15 augustus 2012, 12 juni 2020 en 7 oktober 2022, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 1 wordt vervangen door de woorden "Indien de burger van de Unie de vereiste documenten overlegt, stuurt de burgemeester of diens gemachtigde de aanvraag onmiddellijk door aan de gemachtigde van de Minister, behalve indien het recht op verblijf onmiddellijk aan de burger van de Unie werd erkend conform paragraaf 3.";

2° in paragraaf 2, eerste lid, worden de woorden "binnen de termijn van drie maanden, eventueel verlengd met een maand" opgeheven;

3° in paragraaf 3, eerste lid, worden de woorden "binnen de in § 1 bepaalde termijn" opgeheven.

4° de vierde en de vijfde paragraaf worden opgeheven.

**Art. 4.** In hetzelfde besluit, wordt voor artikel 51/1, dat artikel 51/2 wordt, een nieuw artikel ingevoegd, luidende:

"Artikel 51/1. § 1. De burger van de Unie die het grondgebied is binnengekomen om er werk te zoeken en langer dan drie maanden op het grondgebied van het Rijk wil verblijven teneinde kennis te nemen van mogelijkkerwijs geschikte vacatures en het nodige te doen om te worden aangesteld, dient een aanvraag voor een verklaring van inschrijving in de hoedanigheid van werkzoekende burger van de Unie in bij het gemeentebestuur van de plaats waar hij verblijft.

§ 2. Bij de aanvraag dient de burger van de Unie de volgende documenten over te maken:

1° een document waarmee het Unieburgerschap overeenkomstig artikel 41, § 1, eerste lid, van de wet wordt bewezen;

2° een inschrijving bij de bevoegde dienst voor arbeidsvoorziening en bewijzen van meerdere, daadwerkelijke sollicitaties, teneinde het bewijs te leveren dat de burger van de Unie effectief werk zoekt.

Als bewijs van het indienen van de aanvraag wordt een document overeenkomstig het model van bijlage 19 afgegeven aan de burger van de Unie.

In het geval de burger van de Unie niet alle vereiste bewijsstukken voorlegt op het moment van het indienen van het dossier, meldt de burgemeester of diens gemachtigde welke documenten ontbreken.

Indien het burgerschap, overeenkomstig artikel 41, § 1, eerste lid, van de wet, niet afdoende kan worden bewezen door middel van de voorgelegde documenten, of indien de burger van de Unie niet alle vereiste bewijsstukken voorlegt, neemt de burgemeester of diens gemachtigde de aanvraag niet in overweging, door middel van een document overeenkomstig het model van bijlage 19quinquies.

§ 3. De burgemeester of diens gemachtigde mag het document dat de inschrijving aantoont afgeven aan de burger van de Unie die het grondgebied is binnengekomen om er werk te zoeken, wanneer deze voldoet aan de voorwaarden en uit de controle blijkt dat de reële verblijfplaats van de burger van de Unie zich op het grondgebied van de gemeente bevindt. Een kopie van het document wordt overgemaakt aan de gemachtigde van de Minister.

Bij ernstige twijfel of complexiteit van het dossier kan de burgemeester of diens gemachtigde de aanvraag overmaken aan de gemachtigde van de Minister. Indien de Minister of diens gemachtigde vaststelt dat aan de voorgaande voorwaarden is voldaan, binnen de termijn bepaald bij artikel 42 van de wet, geeft de burgemeester of diens gemachtigde aan de burger van de Unie een document dat zijn inschrijving aantoont.

Het document dat de inschrijving in de hoedanigheid van werkzoekende burger van de Unie aantoont, zoals bedoeld in het eerste en tweede lid, wordt overeenkomstig het model van bijlage 3quater afgeleverd. Dit document heeft een geldigheidsduur van tien maanden, te rekenen vanaf de afgifte van de bijlage 19, en wordt kosteloos afgegeven.

Indien de burger van de Unie niet aantoont dat hij voldoet aan de voorwaarden, wordt de aanvraag geweigerd en hem, zo nodig, het bevel om het grondgebied te verlaten afgegeven. De burgemeester of diens gemachtigde betekent beide beslissingen door middel van een document overeenkomstig het model van bijlage 20.

§ 4. De burger van de Unie die werk heeft gevonden en hiertoe overeenkomstig artikel 50, § 2, 1° of 2°, de nodige bewijzen kan voorleggen, kan de afgifte van een elektronische kaart die de inschrijving aantoont, opgesteld overeenkomstig het model van bijlage 8, vragen bij het gemeentebestuur van de plaats waar hij verblijft.

§ 5. Le citoyen de l'Union qui ne peut plus démontrer qu'il est toujours à la recherche d'un emploi, ne remplit plus les conditions de son séjour en qualité de citoyen de l'Union demandeur d'emploi.

Le Ministre ou son délégué peut, en conséquence, mettre fin au droit de séjour de plus de trois mois et, le cas échéant, donner au citoyen de l'Union l'ordre de quitter le territoire. Le bourgmestre ou son délégué notifie ces deux décisions au moyen d'un document conforme au modèle figurant à l'annexe 21.

§ 6. Le citoyen de l'Union qui est toujours à la recherche d'un emploi six mois à compter de la date de délivrance de l'annexe 19 et qui souhaite séjourner plus longtemps sur le territoire belge à cette fin, doit être en mesure de prouver qu'il a une chance réelle d'être embauché. À cette fin, le citoyen de l'Union présente, entre le sixième et le huitième mois suivant la délivrance de l'annexe 19, les preuves suivantes à l'administration communale du lieu où il réside:

1° la preuve qu'il est toujours à la recherche d'un emploi, c'est-à-dire la preuve de candidatures régulières et actives après la délivrance de l'annexe 19, ainsi qu'un état des lieux des candidatures en cours ; et

2° la preuve d'une chance réelle d'être embauché, compte tenu de la situation personnelle de l'intéressé, notamment les diplômes qu'il a obtenus, les éventuelles formations professionnelles qu'il a suivies ou prévues et la durée de la période de chômage.

L'administration communale transmet immédiatement ces preuves au délégué du Ministre.

§ 7. Le citoyen de l'Union qui est toujours à la recherche d'un emploi et qui a une chance réelle d'être embauché au moment où la validité de son annexe 3*quater* expire, introduit une demande de carte électronique attestant de l'enregistrement, établie conformément au modèle figurant à l'annexe 8, à l'administration communale du lieu où il réside. Les preuves déjà soumises conformément au paragraphe 6, alinéa 1<sup>er</sup>, 1° et 2° doivent être complétées à l'appui de cette demande.

L'administration communale transmet immédiatement la demande et les preuves supplémentaires au délégué du Ministre et prolonge la durée de validité de l'annexe 3*quater* de trois mois. Si nécessaire, la période de validité peut encore être prolongée d'un mois à la fois.

Lorsque le Ministre ou son délégué estime que le citoyen de l'Union est toujours à la recherche d'un emploi et qu'il a, en outre, une chance réelle d'être embauché, il en informe le bourgmestre ou son délégué qui remet au citoyen de l'Union une carte électronique attestant de l'enregistrement, établie conformément au modèle figurant à l'annexe 8.

Si le citoyen de l'Union ne prouve pas qu'il remplit les conditions, la carte électronique attestant de l'enregistrement n'est pas délivrée et le Ministre ou son délégué peut mettre fin au droit de séjour de plus de trois mois en qualité de citoyen de l'Union demandeur d'emploi, conformément au paragraphe 8.

§ 8. Dans le cas où le citoyen de l'Union ne démontre pas ou ne peut plus démontrer suffisamment, à l'expiration d'une période de six mois à compter de la date de délivrance de l'annexe 19, qu'il est toujours à la recherche d'un emploi et qu'il a une chance réelle d'être embauché, il ne remplit plus les conditions de son séjour en qualité de citoyen de l'Union demandeur d'emploi.

Le Ministre ou son délégué peut, en conséquence, mettre fin au droit de séjour de plus de trois mois et, le cas échéant, donner au citoyen de l'Union l'ordre de quitter le territoire. Le bourgmestre ou son délégué notifie ces deux décisions au moyen d'un document conforme au modèle figurant à l'annexe 21.

§ 9. Si le citoyen de l'Union demandeur d'emploi présente une demande successive d'attestation d'enregistrement en qualité de citoyen de l'Union demandeur d'emploi, dans un délai de douze mois, le citoyen de l'Union doit présenter les preuves suivantes :

1° la preuve qu'il recherche un emploi, c'est-à-dire la preuve de candidatures régulières et actives, ainsi qu'un état des lieux des candidatures en cours ; et

2° la preuve d'une chance réelle d'être embauché, compte tenu de la situation personnelle de l'intéressé, notamment les diplômes qu'il a obtenus, les éventuelles formations professionnelles qu'il a suivies ou prévues et la durée de la période de chômage.

Est considérée comme une demande successive, une demande d'attestation d'enregistrement en qualité de citoyen de l'Union demandeur d'emploi introduite dans un délai de douze mois :

- après la décision de refus de la demande d'attestation d'enregistrement, conformément au paragraphe 3 ou 9; ou

§ 5. De burger van de Unie die niet langer kan aantonen dat hij nog steeds werk zoekt, voldoet niet meer aan de voorwaarden van zijn verblijf in hoedanigheid van werkzoekende burger van de Unie.

De Minister of diens gemachtigde kan dienovereenkomstig een einde stellen aan het recht op verblijf van meer dan drie maanden, en de burger van de Unie, zo nodig, het bevel geven om het grondgebied te verlaten. De burgemeester of diens gemachtigde betekent beide beslissingen door middel van een document overeenkomstig het model van bijlage 21.

§ 6. De burger van de Unie die zes maanden na afgifte van de bijlage 19 nog steeds werk zoekt en hiertoe langer op het Belgisch grondgebied wenst te verblijven, moet kunnen bewijzen dat hij een reële kans maakt om te worden aangesteld. De burger van de Unie legt hiertoe tussen de zesde en de achtste maand na afgifte van de bijlage 19 de volgende bewijzen voor bij het gemeentebestuur van de plaats waar hij verblijft:

1° het bewijs dat hij nog steeds werk zoekt, zijnde bewijzen van regelmatig en actief solliciteren na de afgifte van de bijlage 19, alsook een stand van zaken omtrent de lopende sollicitaties; en

2° het bewijs van de reële kans om te worden aangesteld, waarbij rekening wordt gehouden met de persoonlijke omstandigheden van de betrokkene, in het bijzonder de behaalde diploma's, eventuele gevolgd of voorziene beroepsopleidingen, en duur van de werkloosheid.

Het gemeentebestuur maakt deze bewijzen onmiddellijk over aan de gemachtigde van de minister.

§ 7. De burger van de Unie die nog steeds werk zoekt en een reële kans maakt om te worden aangesteld op het moment dat de geldigheidsduur van diens bijlage 3*quater* verstrijkt, dient een aanvraag tot een elektronische kaart die de inschrijving aantoonst, opgesteld overeenkomstig het model van bijlage 8, in bij het gemeentebestuur van de plaats waar hij verblijft. De overeenkomstig paragraaf 6, eerste lid, 1° en 2°, reeds overgemaakte bewijzen worden ter ondersteuning van deze aanvraag verder aangevuld.

Het gemeentebestuur maakt de aanvraag en de bijkomende bewijzen onmiddellijk over aan de gemachtigde van de minister en verlengt de geldigheidsduur van de bijlage 3*quater* met drie maanden. Indien nodig kan de geldigheidsduur steeds met één maand worden verlengd.

Wanneer de Minister of diens gemachtigde vaststelt dat de burger van de Unie nog steeds werk zoekt en bovendien een reële kans maakt om te worden aangesteld, stelt hij de burgemeester of diens gemachtigde ervan op de hoogte, die de burger van de Unie in het bezit stelt van een elektronische kaart die de inschrijving aantoonst, opgesteld overeenkomstig het model van bijlage 8.

Indien de burger van de Unie niet aantoonst dat hij voldoet aan de voorwaarden, wordt de elektronische kaart die de inschrijving aantoonst niet afgegeven en kan de Minister of diens gemachtigde overeenkomstig paragraaf 8 een einde stellen aan het recht op verblijf van meer dan drie maanden in hoedanigheid van werkzoekende burger van de Unie.

§ 8. In het geval de burger van de Unie bij het verloop van een periode van zes maanden na afgifte van de bijlage 19 niet afdoende aantoonst of daarna niet langer kan aantonen dat hij nog steeds werk zoekt en een reële kans maakt om te worden aangesteld, voldoet hij niet meer aan de voorwaarden van zijn verblijf in hoedanigheid van werkzoekende burger van de Unie.

De Minister of diens gemachtigde kan dienovereenkomstig een einde stellen aan het recht op verblijf van meer dan drie maanden, en de burger van de Unie, zo nodig, het bevel geven om het grondgebied te verlaten. De burgemeester of diens gemachtigde betekent beide beslissingen door middel van een document overeenkomstig het model van bijlage 21.

§ 9. Indien de werkzoekende burger van de Unie binnen de twaalf maanden een opeenvolgende aanvraag tot een verklaring van inschrijving in hoedanigheid van werkzoekende burger van de Unie indient, dan legt de burger van de Unie volgende bewijzen voor:

1° het bewijs dat hij werk zoekt, zijnde bewijzen van regelmatig en actief solliciteren, alsook een stand van zaken omtrent de lopende sollicitaties; en

2° het bewijs van de reële kans om te worden aangesteld, waarbij rekening wordt gehouden met de persoonlijke omstandigheden van de betrokkene, in het bijzonder de behaalde diploma's, eventuele gevolgd of voorziene beroepsopleidingen, en duur van de werkloosheid.

Als opeenvolgende aanvraag wordt aangemerkt, een aanvraag tot een verklaring van inschrijving in hoedanigheid van werkzoekende burger van de Unie ingediend binnen de twaalf maanden:

- na de beslissing tot weigering van de aanvraag tot een verklaring van inschrijving overeenkomstig paragraaf 3 of 9; of

- après l'expiration de la période de validité de l'attestation d'enregistrement précédente; ou

- après qu'il a été mis fin au droit de séjour de plus de trois mois en qualité de citoyen de l'Union demandeur d'emploi, sur base du paragraphe 7 ou 8 ou de toute autre base juridique.

Le document conforme au modèle figurant à l'annexe 19 est délivré au citoyen de l'Union comme preuve de l'introduction de la demande.

Si la citoyenneté ne peut être prouvée de manière concluante, conformément à l'article 41, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi, au moyen des documents présentés ou si le citoyen de l'Union ne présente pas toutes les pièces justificatives requises, le bourgmestre ou son délégué ne prend pas la demande en considération au moyen d'un document conforme au modèle figurant à l'annexe 19*quinquies*.

Si le Ministre ou son délégué constate que les conditions qui précèdent sont remplies, dans le délai prévu à l'article 42 de la loi, le bourgmestre ou son délégué délivre au citoyen de l'Union un document attestant de son enregistrement sous la forme d'une carte électronique, établie conformément au modèle figurant à l'annexe 8.

Dans le cas où le citoyen de l'Union ne prouve pas qu'il remplit les conditions, la demande est refusée et, si nécessaire, un ordre de quitter le territoire lui est délivré. Le bourgmestre ou son délégué notifie ces deux décisions au moyen d'un document conforme au modèle figurant à l'annexe 20. »

**Art. 5.** Dans l'article 51/1, du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 7 octobre 2022, qui devient l'article 51/2, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le texte néerlandais du paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, le mot "in" est inséré entre les mots "onmiddellijk" et "in het wachtregister";

2° dans le texte néerlandais du paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots " langer dan drie maanden op het grondgebied verblijft en » sont insérés entre les mots " De burger van de Unie die » et les mots " geen verklaring van inschrijving indient overeenkomstig artikel 42 van de wet ».

**Art. 6.** Dans le même arrêté, il est inséré un article 51/3 rédigé comme suit:

" Art. 51/3. Dans l'attente de la délivrance de la carte électronique attestant de son enregistrement, établie conformément au modèle figurant à l'annexe 8, le citoyen de l'Union est mis en possession d'un document provisoire attestant de son enregistrement établi conformément au modèle figurant à l'annexe 8*ter*.

Le document provisoire attestant l'enregistrement est délivré gratuitement. Le coût du document attestant de l'enregistrement, établi conformément au modèle figurant à l'annexe 8, réclamé au citoyen de l'Union ne peut pas être supérieur à celui réclamé au Belge pour sa carte d'identité. ».

**Art. 7.** A l'article 55 du même arrêté, abrogé par l'arrêté royal du 20 décembre 1991, rétabli par l'arrêté royal du 22 février 1995, remplacé par l'arrêté royal du 7 mai 2008 et modifié par les arrêtés royaux du 17 juillet 2013, du 12 juin 2020 et du 3 octobre 2021, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 3, les mots " Dans l'autre cas » sont remplacés par les mots " Si le citoyen de l'Union se trouve dans l'un des cas visés à l'article 42*sexies* de la loi »;

2° un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 3 et 4: " Dans les autres cas, le bourgmestre ou son délégué peut prendre une décision sur la demande. En cas de doute sérieux ou de complexité du dossier, le bourgmestre ou son délégué peut transférer la demande au délégué du Ministre, qui prend une décision dans un délai de cinq mois. »;

3° l'alinéa 4 ancien, qui devient l'alinéa 5, est remplacé par ce qui suit: " S'il est établi que les conditions du séjour permanent ne sont pas remplies, la notification est réalisée au moyen de la délivrance de l'annexe 24. »;

- na verloop van de geldigheidstermijn van de voorgaande verklaring van inschrijving;

- of nadat een einde werd gesteld aan het recht op verblijf van meer dan drie maanden in hoedanigheid van werkzoekende burger van de Unie op grond van paragraaf 7 of 8 of eender welke wettelijke basis.

Als bewijs van de aanvraag wordt het document overeenkomstig het model van bijlage 19 afgegeven aan de burger van de Unie.

Indien het burgerschap, overeenkomstig artikel 41, § 1, eerste lid, van de wet, niet afdoende kan worden bewezen door middel van de voorgelegde documenten, of indien de burger van de Unie niet alle vereiste bewijsstukken voorlegt, neemt de burgemeester of diens gemachtigde de aanvraag niet in overweging, door middel van een document overeenkomstig het model van bijlage 19*quinquies*.

Indien de Minister of diens gemachtigde vaststelt dat aan de voorgaande voorwaarden is voldaan, binnen de termijn bepaald bij artikel 42 van de wet, geeft de burgemeester of diens gemachtigde, aan de burger van de Unie een document dat zijn inschrijving aantoont in de vorm van een elektronische kaart opgesteld overeenkomstig het model van bijlage 8 af.

In het geval de burger van de Unie niet aantoont dat hij voldoet aan de voorwaarden, wordt de aanvraag geweigerd en hem, zo nodig, het bevel om het grondgebied te verlaten afgegeven. De burgemeester of diens gemachtigde betekent beide beslissingen door middel van een document overeenkomstig het model van bijlage 20."

**Art. 5.** In artikel 51/1 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 7 oktober 2022, dat artikel 51/2 wordt, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in de Nederlandse tekst van paragraaf 1, lid 1 wordt het woord "in" ingevoegd tussen de woorden "onmiddellijk" en "in het wachtregister";

2° in de Nederlandse tekst van paragraaf 2, lid 1 worden de woorden " langer dan drie maanden op het grondgebied verblijft en" ingevoegd tussen de woorden "De burger van de Unie die" en de woorden "geen verklaring van inschrijving indient overeenkomstig artikel 42 van de wet".

**Art. 6.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 51/3 ingevoegd, luidende:

"Art. 51/3. In afwachting van de afgifte van de elektronische kaart die zijn inschrijving aantoont, opgesteld overeenkomstig het model van bijlage 8, wordt de burger van de Unie in het bezit gesteld van een voorlopig document dat zijn inschrijving aantoont, opgesteld overeenkomstig het model in bijlage 8*ter*.

Het voorlopig document ter staving van de inschrijving wordt kosteloos afgegeven. De kosten van het document ter staving van de inschrijving, opgesteld overeenkomstig het model van bijlage 8, die van de burger van de Unie worden gevorderd, mogen niet hoger zijn dan die welke van de Belg worden gevorderd voor zijn identiteitskaart."

**Art. 7.** In artikel 55 van hetzelfde besluit, opgeheven bij het koninklijk besluit van 20 december 1991, hersteld bij het koninklijk besluit van 22 februari 1995, vervangen bij het koninklijk besluit van 7 mei 2008 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 juli 2013, 12 juni 2020 en 3 oktober 2021 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het derde lid worden de woorden "In het andere geval" vervangen door de woorden "Indien de burger van de Unie zich bevindt in een van de gevallen zoals bedoeld in artikel 42*sexies* van de wet";

2° tussen het derde en het vierde lid wordt een lid ingevoegd, luidende: "In de andere gevallen mag de burgemeester of diens gemachtigde een beslissing nemen omtrent de aanvraag. Bij ernstige twijfel of complexiteit van het dossier kan de burgemeester of diens gemachtigde de aanvraag overmaken aan de gemachtigde van de Minister, die binnen de vijf maanden een beslissing neemt.";

3° het vroegere vierde lid, dat het vijfde lid wordt, wordt vervangen als volgt: "Indien wordt vastgesteld dat niet aan de voorwaarden voor duurzaam verblijf is voldaan, wordt hiervan kennis gegeven door afgifte van de bijlage 24.";

4° l'alinéa 5 ancien, qui devient l'alinéa 6, est remplacé par ce qui suit: "S'il est établi que le citoyen de l'Union remplit les conditions du séjour permanent, le séjour permanent est reconnu. La personne est inscrite au registre de la population et est mise en possession d'un document attestant de la permanence de son séjour établi conformément au modèle figurant à l'annexe 8bis. En cas de reconnaissance du séjour permanent par le bourgmestre ou son délégué, le délégué du Ministre est immédiatement informé et une copie de la demande lui est également transmise. ».

**Art. 8.** Dans l'article 69*duodecies*, § 3, 3°, du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 24 décembre 2020, les mots "conformément au droit de l'Union et avant la fin de la période de transition, son droit de séjour ou son droit en tant que travailleur frontalier, visée à l'article 50, § 2, 1° à 5°, ou, s'il n'est pas possible de produire les preuves visées à l'article 50, § 2, 1°-3°, toute autre preuve qu'il a exercé un de ces droit" sont remplacés par les mots " , avant la fin de la période de transition, son droit de séjour ou son droit en tant que travailleur frontalier, conformément aux articles 50, § 2, 1° à 5°, et 51/1, ou, s'il n'est pas possible de produire les éléments de preuve visés dans ces dispositions, toute autre preuve qu'il a exercé un de ces droits conformément au droit de l'Union ».

**Art. 9.** Dans l'article 69*terdecies*, § 3, 3°, du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 24 décembre 2020, les mots "conformément à l'article 50, § 2, 1° à 3°, ou, s'il n'est pas possible de produire les preuves visées à l'article 50, § 2, 1° à 3°, toute autre preuve qu'il a exercé son droit en tant que travailleur frontalier. » sont remplacés par les mots "conformément aux articles 50, § 2, 1° à 2°, et 51/1, ou, s'il est pas possible de produire les éléments de preuve visés à ces dispositions, toute autre preuve qu'il a exercé son droit en tant que travailleur frontalier conformément au droit de l'Union. ».

**Art. 10.** Dans le même arrêté, il est inséré une annexe 3*quater*, qui est jointe comme annexe 1<sup>re</sup> au présent arrêté.

**Art. 11.** Dans l'annexe 8*ter* du même arrêté, insérée par l'arrêté royal du 12 juin 2020, les mots "l'article 51, § 4" sont remplacés par les mots "l'article 51/3, alinéa 1<sup>er</sup>".

**Art. 12.** L'annexe 19 du même arrêté, remplacée par l'arrêté royal du 13 février 2015, est remplacée par l'annexe 2 jointe au présent arrêté.

**Art. 13.** L'annexe 19*quinquies* du même arrêté, remplacée par l'arrêté royal du 7 mai 2008 et modifiée en dernier lieu par l'arrêté royal du 21 septembre 2011, est remplacée par l'annexe 3 jointe au présent arrêté.

**Art. 14.** L'annexe 20 du même arrêté, remplacée par l'arrêté royal du 13 février 2015, est remplacée par l'annexe 4 jointe au présent arrêté.

**Art. 15.** Dans l'annexe 21 du même arrêté, remplacée par l'arrêté royal du 13 février 2015, les modifications suivantes sont apportées:

1° les mots " et de l'article 49, 54, 57, lu en combinaison avec l'article 58 ou 69*ter* » sont remplacés par les mots " et de l'article 49, 51/1, 54, 57, lu en combinaison avec l'article 58, 69*bis* ou 69*ter* »;

2° la phrase " Sous réserve des dérogations prévues à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, alinéas 2 et 4, du Règlement de procédure du Conseil du Contentieux des Etrangers, le recours est introduit auprès du Conseil par pli recommandé à la poste au Premier Président du Conseil du Contentieux des Etrangers, rue Gaucheret 92-94, à 1030 Bruxelles. » est remplacée par la phrase " Le recours est introduit auprès du Conseil du Contentieux des Etrangers par pli recommandé à la poste ou par le système informatique de la Justice (J-Box) tel que décrit dans les articles 2 à 5 de l'arrêté royal du 16 juin 2016 portant création de la communication électronique conformément à l'article 32*ter* du Code judiciaire, sous réserve des dérogations prévues par l'article 3, § 1<sup>er</sup>, alinéas 2 et 4 du RP CCE, au Premier Président du Conseil du Contentieux des Etrangers, rue Gaucheret 92-94, à 1030 Bruxelles. ».

**Art. 16.** Dans l'annexe 24 du même arrêté, remplacée par l'arrêté royal du 7 mai 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots " l'article 55, alinéa 4 » sont remplacés par les mots " l'article 55, alinéa 5 »;

4° het vroegere vijfde lid, dat het zesde lid wordt, wordt vervangen als volgt: "Indien wordt vastgesteld dat de burger van de Unie aan de voorwaarden voor het duurzaam verblijf voldoet, wordt het duurzaam verblijf erkend. De betrokkene wordt ingeschreven in het bevolkingsregister en ontvangt een document ter staving van het duurzaam verblijf opgesteld overeenkomstig het model van bijlage 8bis. In het geval het duurzaam verblijf wordt erkend door de burgemeester of diens gemachtigde, wordt hiervan onmiddellijk melding gemaakt aan de gemachtigde van de minister waarbij tevens een kopie van de aanvraag wordt overgemaakt.".

**Art. 8.** In artikel 69*duodecies*, § 3, 3°, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 24 december 2020, worden de woorden "van zijn recht op verblijf of zijn recht om als grensarbeider actief te zijn overeenkomstig het recht van de Unie, zoals bedoeld in artikel 50, § 2, 1° tot 5°, of indien het niet mogelijk is het in artikel 50, § 2, 1°-3° bedoelde bewijs voor te leggen, enig ander bewijs dat aantoonst dat hij van één van deze rechten gebruik heeft gemaakt" vervangen door de woorden "van zijn recht op verblijf of zijn recht om als grensarbeider actief te zijn overeenkomstig de artikelen 50, § 2, 1° tot 5° en 51/1 of indien het niet mogelijk is de in deze bepalingen bedoelde bewijsstukken voor te leggen, enig ander bewijs dat aantoonst dat hij van één van deze rechten gebruik heeft gemaakt overeenkomstig het recht van de Unie".

**Art. 9.** In artikel 69*terdecies*, § 3, 3°, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 24 december 2020, worden de woorden "overeenkomstig artikel 50, § 2, 1° tot 3°, of indien het niet mogelijk is het in artikel 50, § 2, 1° tot 3° bedoelde bewijs voor te leggen, enig ander bewijs dat aantoonst dat hij gebruik heeft gemaakt van zijn recht om als grensarbeider actief te zijn." vervangen door de woorden "overeenkomstig de artikelen 50, § 2, 1° tot 3° en 51/1, of indien het niet mogelijk is de in deze bepalingen bedoelde bewijsstukken voor te leggen, enig ander bewijs dat aantoonst dat hij gebruik heeft gemaakt van zijn recht om als grensarbeider actief te zijn overeenkomstig het recht van de Unie".

**Art. 10.** In hetzelfde besluit wordt een bijlage 3*quater* ingevoegd die als bijlage 1 is gevoegd bij dit besluit.

**Art. 11.** In bijlage 8*ter* van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 12 juni 2020, worden de woorden "artikel 51, § 4" vervangen door de woorden "artikel 51/3, eerste lid".

**Art. 12.** Bijlage 19 van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 13 februari 2015, wordt vervangen door bijlage 2 gevoegd bij dit besluit.

**Art. 13.** Bijlage 19*quinquies* van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 7 mei 2008 en laatstelijk gewijzigd bij het koninklijk besluit van 21 september 2011, wordt vervangen door bijlage 3 gevoegd bij dit besluit.

**Art. 14.** Bijlage 20 van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 13 februari 2015, wordt vervangen door bijlage 4 gevoegd bij dit besluit.

**Art. 15.** In de bijlage 21 van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 13 februari 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "en van artikel 49, 54, 57, gelezen in combinatie met artikel 58 of 69*ter*" worden vervangen door de woorden "en van artikel 49, 51/1, 54, 57, gelezen in combinatie met artikel 58, 69*bis* of 69*ter*";

2° de zin "Het beroep wordt ingediend bij de Raad bij ter post aangetekend schrijven, onder voorbehoud van de afwijkingen voorzien bij artikel 3, § 1, tweede en vierde lid, van het PR RvV, aan de Eerste Voorzitter van de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen, Gaucheretstraat 92-94, te 1030 Brussel." wordt vervangen als volgt: "Het beroep wordt ingediend bij de Raad bij ter post aangetekend schrijven of via het informaticasysteem van justitie (J-Box) zoals beschreven in de artikelen 2 tot 5 van het Koninklijk besluit van 16 juni 2016 houdende elektronische communicatie overeenkomstig artikel 32*ter* van het Gerechtelijk Wetboek, onder voorbehoud van de afwijkingen voorzien bij artikel 3, § 1, tweede en vierde lid, van het PR RvV, aan de Eerste Voorzitter van de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen, Gaucheretstraat 92-94, te 1030 Brussel.".

**Art. 16.** In bijlage 24 van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 7 mei 2008, worden volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "artikel 55, vierde lid" worden vervangen door de woorden "artikel 55, vijfde lid";

2° les mots “ Le Ministre de ..... (2) ou son délégué » sont remplacés par les mots “ Le Ministre de ..... (2) ou son délégué/Le bourgmestre ou son délégué (1) ».

**Art. 17.** Les demandes pendantes, introduites avant l’entrée en vigueur du présent arrêté en tant que citoyen de l’Union demandeur d’emploi seront évaluées sur la base du nouvel article 51/1. Ces demandes sont considérées comme introduites conformément à l’article 51/1 § 2.

**Art. 18.** Le ministre qui a l’accès au territoire, le séjour, l’établissement et l’éloignement des étrangers dans ses attributions détermine l’entrée en vigueur du présent arrêté.

**Art. 19.** Le ministre qui a l’accès au territoire, le séjour, l’établissement et l’éloignement des étrangers dans ses attributions est chargé de l’exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 12 décembre 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de l’Intérieur,  
A. VERLINDEN

La Secrétaire d’État à l’Asile et la Migration,  
N. DE MOOR

2° de woorden “De Minister van ..... (2) of zijn gemachtigde” worden vervangen door de woorden “De Minister van ..... (2) of diens gemachtigde/De burgemeester of diens gemachtigde (1)”.

**Art. 17.** De hangende aanvragen ingediend voor de inwerkingtreding van dit besluit in hoedanigheid van werkzoekende burger van de Unie worden beoordeeld op grond van het nieuwe artikel 51/1. Deze aanvragen worden beschouwd als ingediend in overeenstemming met artikel 51/1, § 2.

**Art. 18.** De minister bevoegd voor de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen bepaalt de inwerkingtreding van dit besluit.

**Art. 19.** De minister bevoegd voor de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 12 december 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,  
A. VERLINDEN

De Staatssecretaris voor Asiel en Migratie,  
N. DE MOOR



**Annexe 1<sup>ère</sup> à l'arrêté royal du xx/xx/2023 modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, en ce qui concerne les citoyens de l'Union qui se rendent sur le territoire pour y chercher un emploi et en ce qui concerne le renouvellement des documents de séjour, l'introduction de la demande d'attestation d'enregistrement et de la demande de séjour permanent**

*Annexe 3quater de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers*

ANNEXE 3QUATER

ROYAUME DE BELGIQUE  
PROVINCE:  
COMMUNE:  
RÉF.:

(recto)

**ATTESTATION D'ENREGISTREMENT DU CITOYEN DE L'UNION EN QUALITÉ DE DEMANDEUR D'EMPLOI**

Délivrée conformément à l'article 42 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et à l'article 51/1, § 3, alinéa 3 et § 7, alinéa 2 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Suite à sa demande du .....(jour/mois/année), le droit de séjour a été reconnu au citoyen de l'Union européenne, afin de prendre connaissance des offres d'emploi appropriées et d'entreprendre les démarches nécessaires pour être embauché:

Nom : Prénom(s) :  
Né(e) Le :  
à :  
Nationalité :

Résidant à :

Numéro d'identification au registre national des personnes physiques :

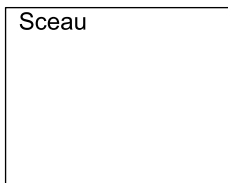
Suite à la vérification positive du lieu de résidence effective, l'intéressé(e) a été inscrit(e) dans le registre des étrangers.

Marché du travail: illimité<sup>(2)</sup>

**LE PRÉSENT DOCUMENT, NE CONSTITUANT EN AUCUNE FAÇON UN TITRE D'IDENTITÉ OU DE NATIONALITÉ, EST VALABLE JUSQU'AU :** .<sup>(1)</sup>

Fait à , le  
Le Bourgmestre ou son délégué

Signature du citoyen de l'Union.



(verso)

Conformément à l'article 51/1, §6 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981, le citoyen de l'Union qui est toujours à la recherche d'un emploi à l'expiration d'un délai raisonnable, à savoir six mois à compter de la date de délivrance de l'annexe 19, et qui souhaite séjourner plus longtemps sur le territoire belge à cette fin, doit être en mesure de prouver qu'il a une chance réelle d'être embauché.

Le citoyen de l'Union est informé **qu'entre le sixième et le huitième mois** après la délivrance de l'annexe 19 (c'est-à-dire entre ..... (jour/mois/année) et ..... (jour/mois/année)), il doit présenter les preuves suivantes à l'administration communale du lieu où il réside :

1° la preuve qu'il est toujours à la recherche d'un emploi, soit la preuve de candidatures régulières et actives après la délivrance de l'annexe 19, ainsi qu'un état des lieux des candidatures en cours ; et

2° la preuve d'une chance réelle d'être embauché, compte tenu de la situation personnelle de l'intéressé, notamment les diplômes qu'il a obtenus, les éventuelles formations professionnelles qu'il a suivies ou prévues et la durée de la période de chômage. .

Conformément à l'article 42*bis*, §1, alinéa 1 de la loi du 15 décembre 1980 et les articles 51/1, § 5, alinéa 8, 51/1, §7, alinéa 4 et 51/1, §8, alinéa 2, de l'arrêté royal du 8 octobre 1981, il peut être mis fin au droit de séjour de la personne concernée si il/elle ne remplit plus les conditions de son séjour.

Si le citoyen de l'Union peut faire valoir des éléments humanitaires dans le cadre de l'appréciation de son dossier, il/elle peut en apporter la preuve, conformément à l'article 42*bis*, §1, alinéa 3 ou l'article 44, §2 de la loi du 15 décembre 1980.

L'administration communale transmet immédiatement ces preuves au délégué du Ministre.

Le cas échéant, la durée de validité du présent document est prolongée<sup>(1)</sup> :

Jusqu'au ..... Jusqu'au .....

Fait à ..... le ..... Fait à ..... le .....

Le Bourgmestre ou son délégué,

Le Bourgmestre ou son délégué,

Sceau

Sceau

<sup>(1)</sup> La durée de validité est de 10 mois à compter de la délivrance de l'annexe 19. Conformément à l'article 51/1, §7, de l'arrêté royal du 8 octobre 1981, la période de validité peut être prolongée pour une période de trois mois et ensuite, si nécessaire, d'un mois à chaque fois.

<sup>(2)</sup> Le citoyen de l'Union qui a trouvé un emploi peut demander au bourgmestre ou son délégué, conformément à l'article 51/1, §4 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981, une carte de séjour électronique, conformément au modèle de l'annexe 8.

Vu pour être annexée comme annexe 1<sup>ère</sup> à l'arrêté royal du xx/xx/2023 modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, en ce qui concerne les citoyens de l'Union qui se rendent sur le territoire pour y chercher un emploi et en ce qui concerne le renouvellement des documents de séjour, l'introduction de la demande d'attestation d'enregistrement et de la demande de séjour permanent.

PHILIPPE

Par le Roi:

La Ministre de l'Intérieur,

A. VERLINDEN

La Secrétaire à l'Asile et la Migration,

N. DE MOOR

**Annexe 2 à l'arrêté royal du xx/xx/2023 modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, en ce qui concerne les citoyens de l'Union qui se rendent sur le territoire pour y chercher un emploi et en ce qui concerne le renouvellement des documents de séjour, l'introduction de la demande d'attestation d'enregistrement et de la demande de séjour**

*Annexe 19 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers*

ROYAUME DE BELGIQUE  
COMMUNE :  
RÉF. :

ANNEXE 19

**DEMANDE D'ATTESTATION D'ENREGISTREMENT**

Introduite en application des articles 40, 40bis, 40ter, 42 et 47/1, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et de l'article 50, 51/1, 58, 69bis et 69ter<sup>(1)</sup> de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Nom : .....  
Prénom : .....  
Nationalité : .....  
Date de naissance : .....  
Lieu de naissance : .....  
En provenance de : .....  
Déclarant résider à l'adresse : .....<sup>(2)</sup>

L'intéressé(e) s'est présenté(e) à l'administration communale pour introduire une demande d'attestation d'enregistrement en qualité de :<sup>(3)</sup>

- demandeur d'emploi au sens de l'article 51/1, §1 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981;
- travailleur salarié au sens de l'article 51/1, §9 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 (demande successive) ;
- travailleur indépendant;
- titulaire de moyens de subsistance suffisants;
- étudiant;
- conjoint de .....<sup>(4)</sup>
- partenaire dans le cadre d'un partenariat équivalent à mariage de .....<sup>(4)</sup>
- partenaire dans le cadre d'un partenariat enregistré conformément à une loi de .....<sup>(4)</sup>
- descendant de .....<sup>(4)</sup>
- ascendant de .....<sup>(4)</sup>
- père ou mère d'un citoyen belge mineur d'âge de: .....<sup>(4)</sup>
- père ou mère d'un citoyen de l'Union européenne mineur d'âge de: .....<sup>(4)</sup>
- Autre membre de la famille – partenaire dans le cadre d'une relation durable de: .....<sup>(4)</sup>
- Autre membre de la famille – à charge ou faisant partie du ménage de: .....<sup>(4)</sup>
- Autre membre de la famille – malade de: .....<sup>(4)</sup>

L'intéressé(e) a produit tous les documents requis. En attendant qu'il soit procédé au contrôle de résidence, l'intéressé(e) est inscrit(e) au registre d'attente à l'adresse déclarée.

Sa citoyenneté de l'Union / nationalité au sens de l'article 69bis ou 69ter<sup>(1)</sup> a été prouvée au moyen des documents suivants : .....

Il (elle) a, en outre, produit les documents suivants : .....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....

Sauf si la décision a déjà été notifiée , l'intéressé(e) sera convoqué(e) dans les six mois, à savoir le ..... (jour/mois/année), à l'administration communale en vue de sa voir notifier la décision relative à la présente demande.

La présente demande a été établie en trois exemplaires dont un a été remis à l'intéressé(e).

**Le présent document ne constitue en aucune façon un titre d'identité ou un titre de nationalité.**

A ....., le .....

Le bourgmestre ou son délégué  
Sceau

Signature de l'intéressé(e),

- 
- (1) Biffer la mention non applicable.  
(2) Dernière adresse complète et exacte à l'étranger.  
(3) Cocher la case adéquate. En cas de regroupement familial, mentionner l'identité ainsi que le numéro d'identification au Registre national de la personne ouvrant le droit audit regroupement.  
(4) Mentionner les nom, prénoms, date de naissance et nationalité de la personne ouvrant le droit au regroupement familial ainsi que son numéro d'identification au Registre national des personnes physiques (pour autant qu'elle en dispose d'un).

Vu pour être annexée comme annexe 2 à l'arrêté royal du xx/xx/2023 modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, en ce qui concerne les citoyens de l'Union qui se rendent sur le territoire pour y chercher un emploi et en ce qui concerne le renouvellement des documents de séjour, l'introduction de la demande d'attestation d'enregistrement et de la demande de séjour permanent.

PHILIPPE

Par le Roi:

La Ministre de l'Intérieur,

A. VERLINDEN

La Secrétaire à l'Asile et la Migration,

N. DE MOOR

**Annexe 3 à l'arrêté royal du xx/xx/2023 modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, en ce qui concerne les citoyens de l'Union qui se rendent sur le territoire pour y chercher un emploi et en ce qui concerne le renouvellement des documents de séjour, l'introduction de la demande d'attestation d'enregistrement et de la demande de séjour permanent**

*Annexe 19quinquies de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers*

ANNEXE 19QUINQUIES

Royaume de Belgique  
Province  
Arrondissement  
Commune  
Réf.

(recto)

DECISION DE NON PRISE EN CONSIDERATION

En exécution de l'article 50, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3/ de l'article 51/1, §2, alinéa 4, de l'article 51/1, §9, alinéa 3, de l'article 52, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, la demande, introduite par le/la nommé(e) / la personne qui déclare se nommer (1) né(e) le ..... , à ..... de nationalité (être de nationalité) ..... (1), n'est pas prise en considération.

MOTIF DE LA DECISION :

- La citoyenneté de l'Union n'est pas prouvée conformément à l'article 41, §1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup> de la loi du 15 décembre 1980, et à l'article 46 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981.
- Le lien de parenté, d'alliance ou le partenariat avec le citoyen de l'Union n'est pas prouvé conformément à l'article 44 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981.
- Lors de l'introduction de la demande d'attestation d'enregistrement, l'intéressé n'a pas présenté tous les documents requis conformément à l'article 50, §1<sup>er</sup>, alinéa 3 / article 51/1, §2, alinéa 4 / article 51/1, §9, alinéa 3 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 (1) et en a été informé par le délégué du bourgmestre. Les documents suivants sont manquants :

.....  
.....  
.....  
.....

Fait à ..... , le .....

Signature du Bourgmestre ou de son délégué,

SCEAU

(1) Biffer la mention inutile

(verso)

## ACTE DE NOTIFICATION

L'an ..... , le .....  
 Je soussigné(e) ..... (1)  
 demeurant à .....  
 au (à la) nommé(e) / à la personne qui déclare se nommer (2) .....  
 né(e) à ..... , le .....  
 de nationalité (et être de nationalité) ..... (2)  
 ai notifié la décision du ..... (date) de non prise en considération.

Il lui a été remis, par mes soins, une copie de cette décision.

Je l'ai informé(e) que, conformément à l'article 39/2, § 2, de la loi du 15 décembre 1980, la présente décision est susceptible d'un recours en annulation auprès du Conseil du Contentieux des Etrangers. Ce recours doit être introduit par requête dans les trente jours suivant la notification de la présente décision.

Une demande en suspension peut être introduite conformément à l'article 39/82 de la loi du 15 décembre 1980. Sauf en cas d'extrême urgence, la demande de suspension et la requête en annulation doivent être introduites par un seul et même acte.

Sans préjudice d'autres modalités légales et réglementaires, le recours visé ci-dessus et la demande visée ci-avant sont introduits par requête, qui doit remplir les conditions mentionnées à l'article 39/78 de la loi du 15 décembre 1980 et à l'article 32 du Règlement de procédure du Conseil du Contentieux des Etrangers. Ils sont introduits auprès du Conseil par pli recommandé à la poste ou par le système informatique de la Justice (J-Box) tel que décrit dans les articles 2 à 5 de l'arrêté royal du 16 juin 2016 portant création de la communication électronique conformément à l'article 32ter du Code judiciaire, sous réserve des dérogations prévues à l'article 3, § 1, alinéas 2 et 4, du RP CCE, au Premier président du Conseil du Contentieux des Etrangers, rue Gaucheret 92-94, à 1030 Bruxelles.

L'introduction d'un recours en annulation et d'une demande en suspension n'a pas pour effet de suspendre l'exécution de la présente mesure.

Le présent document ne constitue en aucune façon un titre d'identité ou un titre de nationalité.

Je reconnais avoir reçu notification de la présente décision,

Signature de l'étranger(ère),

Signature du Bourgmestre ou de son délégué,

(1) Nom et qualité de l'autorité.

(2) Biffer la mention inutile

Vu pour être annexée comme annexe 3 à l'arrêté royal du xx/xx/2023 modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, en ce qui concerne les citoyens de l'Union qui se rendent sur le territoire pour y chercher un emploi et en ce qui concerne le renouvellement des documents de séjour, l'introduction de la demande d'attestation d'enregistrement et de la demande de séjour permanent.

PHILIPPE

Par le Roi:

La Ministre de l'Intérieur,

A. VERLINDEN

La Secrétaire à l'Asile et la Migration,

N. DE MOOR

**Annexe 4 à l'arrêté royal du xx/xx/2023 modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, en ce qui concerne les citoyens de l'Union qui se rendent sur le territoire pour y chercher un emploi et en ce qui concerne le renouvellement des documents de séjour, l'introduction de la demande d'attestation d'enregistrement et de la demande de séjour permanent**

*Annexe 20 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers*

**ANNEXE 20**

ROYAUME DE BELGIQUE  
COMMUNE  
RÉF. :

**RECTO**

**DÉCISION DE REFUS DE SÉJOUR DE PLUS DE TROIS MOIS AVEC ORDRE DE QUITTER LE TERRITOIRE<sup>(1)</sup>**

En exécution de l'article 51, § 2, alinéa 2 / 51/1, §3, alinéa 4 / 51/1 § 9, alinéa 6 / 52, § 3 / 52, § 4, alinéa 5, lu en combinaison avec l'article 58, 69bis ou 69ter<sup>(1)</sup>, de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, la demande d'attestation d'enregistrement ou de carte de séjour de membre de la famille d'un citoyen de l'Union introduite en date du ....., par :

Nom : .....  
Prénom(s) : .....  
Nationalité : .....  
Date de naissance : .....  
Lieu de naissance : .....  
Numéro d'identification au Registre national : .....  
Résident / déclarant résider à : .....

est refusée au motif que:<sup>(2)</sup>

- l'intéressé(e) ne remplit pas les conditions requises pour bénéficier du droit de séjour de plus de trois mois en qualité de citoyen de l'Union :  
.....
- l'intéressé(e) n'a pas prouvé dans le délai requis qu'il ou elle se trouve dans les conditions pour bénéficier du droit de séjour de plus de trois mois en qualité de membre de la famille d'un citoyen l'Union ou d'autre membre de la famille d'un citoyen de l'Union;
- il ressort du contrôle de résidence que l'intéressé(e) ne réside pas sur le territoire de la commune auprès de laquelle il ou elle a introduit sa demande;
- l'intéressé(e) ne remplit pas les conditions requises pour bénéficier du droit de séjour de plus de trois mois en qualité de membre de la famille d'un citoyen de l'Union ou d'autre membre de la famille d'un citoyen de l'Union:  
.....
- le droit de séjour est refusé pour raisons d'ordre public ou de sécurité nationale. Comportement personnel de l'intéressé en raison duquel son séjour est indésirable pour des raisons d'ordre public ou de sécurité nationale:  
.....
- le droit de séjour est refusé pour des raisons de santé publique:  
.....

Il est enjoint à l'intéressé(e) de quitter le territoire du Royaume dans les ..... jours.<sup>1</sup>

**LE PRÉSENT DOCUMENT NE CONSTITUE EN AUCUNE FAÇON UN TITRE D'IDENTITÉ OU UN TITRE DE NATIONALITÉ.**

Fait à ....., le .....

Sceau

Le Bourgmestre ou son délégué<sup>(1)</sup>

Le Ministre de .....<sup>(3)</sup> ou son délégué

(1) Biffer la mention inutile.  
(2) Cocher la case adéquate.  
(3) Indiquer la qualité du Ministre qui a l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dans ses attributions.



**ACTE DE NOTIFICATION**

L'an ..... le .....  
 À la requête du Ministre de .....<sup>(1)</sup>  
 du délégué du Ministre de .....  
 Je soussigné .....<sup>(2)</sup>  
 ai notifié à .....  
 né(e) à ..... le .....

la décision du ..... de refus d'attestation d'enregistrement ou de carte de séjour de membre de la famille d'un citoyen de l'Union ou de carte d'identité d'étrangers<sup>1</sup> assortie d'un ordre de quitter le territoire.<sup>1</sup>

Il lui a été remis, par mes soins, une copie de cette décision.

Je l'ai informé(e) qu'à défaut d'obtempérer à cet ordre, le (la) prénommé(e) s'expose à être ramené(e) à la frontière et à être détenu(e) à cette fin pendant le temps strictement nécessaire pour l'exécution de la mesure, conformément à l'article 27 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Je l'ai informé(e) que cette décision est susceptible d'un recours en annulation auprès du Conseil du Contentieux des Etrangers en vertu de l'article 39/2, § 2, de la loi du 15 décembre 1980, lequel doit être introduit, par voie de requête, dans les trente jours de la notification de cette décision.

Sans préjudice des autres modalités légales et réglementaires, le recours visé ci-dessus est formé par voie de requête, laquelle doit remplir les conditions mentionnées dans l'article 39/78 de la loi du 15 décembre 1980 et à l'article 32 du Règlement de procédure du Conseil du Contentieux des Etrangers. Sous réserve des dérogations prévues à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, alinéas 2 et 4, du Règlement de procédure du Conseil du Contentieux des Etrangers, le recours est introduit auprès du Conseil par pli recommandé à la poste ou par le système informatique de la Justice (J-Box) tel que décrit dans les articles 2 à 5 de l'arrêté royal du 16 juin 2016 portant création de la communication électronique conformément à l'article 32<sup>ter</sup> du Code judiciaire, au Premier Président du Conseil du Contentieux des Etrangers, rue Gaucheret 92-94, à 1030 Bruxelles.

Conformément à l'article 39/79 de ladite loi du 15 décembre 1980, l'introduction d'un recours en annulation a pour effet de suspendre l'exécution de la présente mesure. Toutefois, le recours en annulation n'a pas pour effet de suspendre l'exécution de la présente mesure lorsqu'il est introduit par un autre membre de la famille d'un citoyen de l'Union visé à l'article 47/1, de la loi.

**LE PRÉSENT DOCUMENT NE CONSTITUE EN AUCUNE FAÇON UN TITRE D'IDENTITÉ OU UN TITRE DE NATIONALITÉ.**

Je reconnais avoir reçu notification de la présente décision,

Signature de l'étranger,

Signature de l'Autorité

- 
- (1) Biffer la mention inutile et mentionner la qualité du Ministre qui a l'Accès au territoire, le Séjour, l'Etablissement et l'Eloignement des étrangers dans ses attributions.  
 (2) Nom et qualité de l'autorité procédant à la notification de la décision.

Vu pour être annexée comme annexe 4 à l'arrêté royal du xx/xx/2023 modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, en ce qui concerne les citoyens de l'Union qui se rendent sur le territoire pour y chercher un emploi et en ce qui concerne le renouvellement des documents de séjour, l'introduction de la demande d'attestation d'enregistrement et de la demande de séjour permanent

PHILIPPE

Par le Roi:

La Ministre de l'Intérieur,  
 A. VERLINDEN

La Secrétaire à l'Asile et la Migration,  
 N. DE MOOR

**Bijlage 1 bij het koninklijk besluit van xx/xx/2023 tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, wat betreft de burgers van de Unie die het grondgebied binnenkomen om er werk te zoeken en wat betreft de vernieuwing van de verblijfsdocumenten, de indiening van de aanvraag voor een verklaring van inschrijving en de aanvraag duurzaam verblijf**

*Bijlage 3quater bij het koninklijk besluit van 8 oktober 1981*

*betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen*

BIJLAGE 3QUATER

KONINKRIJK BELGIË

PROVINCIE:

GEMEENTE:

KENMERK:

(voorzijde)

**VERKLARING VAN INSCHRIJVING VAN DE BURGER VAN DE UNIE IN HOEDANIGHEID VAN WERKZOEKENDE**

afgeleverd overeenkomstig artikel 42 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen en artikel 51/1, § 3, derde lid en §7, tweede lid, van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

Ingevolge zijn aanvraag van .....(dag/maand/jaar) is het recht op verblijf erkend aan de burger van de Europese Unie, teneinde kennis te nemen van geschikte vacatures en het nodige te doen te worden aangesteld, en dit zolang hij werk zoekt.

Naam: Voornaam/-

namen:

Geboren te: op

Nationaliteit:

Verblijvende te:

Identificatienummer in het Rijksregister van de natuurlijke personen:

In navolging van de positieve controle van de effectieve verblijfsplaats werd de betrokkene ingeschreven in het vreemdelingenregister.

Arbeidsmarkt: onbeperkt<sup>(2)</sup>

**DIT DOCUMENT IS GEENSZINS EEN IDENTITEITSBEWIJS OF NATIONALITEITSBEWIJS EN IS GELDIG TOT:**

.<sup>(1)</sup>

Gedaan op

te

De Burgemeester of zijn gemachtigde

Handtekening van de burger van de Unie

Stempel

(keerzijde)

Overeenkomstig artikel 51/1, §6 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 wordt verwacht dat de burger van de Unie die na verloop van een redelijke termijn, zijnde zes maanden na afgifte van de bijlage 19, nog steeds werk zoekt en hiertoe langer op het Belgisch grondgebied wenst te verblijven kan bewijzen dat hij een reële kans maakt om te worden aangesteld.

De burger van de Unie wordt hierbij geïnformeerd dat hij **tussen de zesde en de achtste maand** na afgifte van de bijlage 19 (zijnde tussen ..... (dag/maand/jaar) en ..... (dag/maand/jaar)) volgende bewijzen dient over te maken aan het gemeentebestuur van de plaats waar hij verblijft:

1° het bewijs dat hij nog steeds werk zoekt, zijnde bewijzen van regelmatig en actief solliciteren na de afgifte van de bijlage 19, alsook een stand van zaken omtrent de lopende sollicitaties; en

2° het bewijs van de reële kans om te worden aangesteld, waarbij rekening wordt gehouden met de persoonlijke omstandigheden van de betrokkene, in het bijzonder de behaalde diploma's, eventuele gevolgd of voorziene beroepsopleidingen, en duur van de werkloosheid.

Overeenkomstig artikel 42*bis*, §1, eerste lid van de wet van 15 december 1980 en de artikelen 51/1, §5, tweede lid, 51/1, §7, vierde lid en 51/1, §8, tweede lid van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 kan het verblijfsrecht van de betrokkene worden beëindigd indien hij/zij niet langer voldoet aan de voorwaarden van zijn verblijf.

Indien de burger van de Unie bij de beoordeling van zijn dossier humanitaire elementen kan invoeren, kan deze hiervan het bewijs leveren overeenkomstig artikel 42*bis*, §1, derde lid en artikel 44, §2 van de wet van 15 december 1980.

Het gemeentebestuur maakt deze bewijzen onmiddellijk over aan de gemachtigde van de minister.

Ingevolge wordt de geldigheidsduur van dit attest, indien nodig, verlengd<sup>(1)</sup>:

tot	.....	tot	.....
Gedaan te	..... op .....	Gedaan te	..... op .....
	De Burgemeester of zijn gemachtigde,		De Burgemeester of zijn gemachtigde,

Stempel

Stempel

<sup>(1)</sup> De geldigheidsduur is 10 maanden te rekenen vanaf de afgifte van de bijlage 19. In overeenstemming met artikel 51/1, §7 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 kan de geldigheidsduur worden verlengd voor een periode van drie maanden en daaropvolgend, indien nodig, telkens met één maand.

<sup>(2)</sup> De burger van de Unie die werk heeft gevonden kan de burgemeester of dienst gemachtigde overeenkomstig artikel 51/1, §4 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 een elektronische kaart, overeenkomstig het model in de bijlage 8, vragen.

Gezien om te worden gevoegd als bijlage 1 bij het koninklijk besluit van xx/xx/2023 tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, wat betreft de burgers van de Unie die het grondgebied binnenkomen om er werk te zoeken en wat betreft de vernieuwing van de verblijfsdocumenten, de indiening van de aanvraag voor een verklaring van inschrijving en de aanvraag duurzaam verblijf.

FILIP

Van Koningswege:

De Minister van Binnenlandse Zaken,

A. VERLINDEN

De Staatssecretaris voor Asiel en Migratie,

N. DE MOOR

**Bijlage 2 bij het koninklijk besluit van xx/xx/2023 tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, wat betreft de burgers van de Unie die het grondgebied binnenkomen om er werk te zoeken en wat betreft de vernieuwing van de verblijfsdocumenten, de indiening van de aanvraag voor een verklaring van inschrijving en de aanvraag duurzaam verblijf**

*Bijlage 19 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen*

KONINKRIJK BELGIË  
GEMEENTE:  
REF.:

BIJLAGE 19

**AANVRAAG VAN EEN VERKLARING VAN INSCHRIJVING**

Ingediend in toepassing van de artikelen 40, 40bis, 40ter, 42 en 47/2 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen en van artikel 50, 51/1, 58, 69bis en 69ter<sup>(1)</sup> van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

Naam : .....  
 Voornaam: .....  
 Nationaliteit: .....  
 Geboortedatum: .....  
 Geboorteplaats: .....  
 Komende van: .....<sup>(2)</sup>  
 Verklaart op volgend adres te verblijven: .....

De betrokkene heeft zich bij het gemeentebestuur aangeboden om een aanvraag van een verklaring van inschrijving in te dienen, in de hoedanigheid van :<sup>(3)</sup>

- werkzoekende in de zin van artikel 51/1, §1 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981
- werkzoekende in de zin van artikel 51/1, §9 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 (opeenvolgende aanvraag);
- werknemer in loondienst;
- zelfstandige;
- houder van toereikende bestaansmiddelen;
- student;
- echtgenoot van.....<sup>(4)</sup>
- partner, in het kader van een partnerschap dat gelijkwaardig is met het huwelijk, van.....<sup>(4)</sup>
- partner, in het kader van een overeenkomstig een wet geregistreerd partnerschap, van.....<sup>(4)</sup>
- bloedverwant in neergaande lijn van.....<sup>(4)</sup>
- bloedverwant in opgaande lijn van.....<sup>(4)</sup>
- vader of moeder van een minderjarige Belgische burger van.....<sup>(4)</sup>
- vader of moeder van een minderjarige burger van de Europese Unie van.....<sup>(4)</sup>
- ander familielid – partner in het kader van een duurzame relatie van.....<sup>(4)</sup>
- ander familielid – ten laste of deel uitmakend van het gezin van :.....<sup>(4)</sup>
- ander familielid – ziek van :.....<sup>(4)</sup>

De betrokkene heeft alle vereiste documenten overgemaakt. In afwachting van de uitvoering van de controle van de verblijfplaats wordt de betrokkene in het wachtregister op het verklaarde adres ingeschreven.

Het burgerschap van de Unie / de nationaliteit in de zin van artikel 69bis of 69ter van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981<sup>(1)</sup> werd door middel van de volgende documenten aangetoond: .....

Ter staving van de aanvraag werden eveneens de volgende documenten voorgelegd : .....

Behoudens wanneer de beslissing vroeger ter kennis wordt gebracht, zal de betrokkene binnen de zes maanden, namelijk op ..... (dag/maand/jaar), uitgenodigd worden om zich bij het gemeentebestuur aan te bieden, zodat de beslissing inzake deze aanvraag aan hem (haar) kan worden betekend.

Deze aanvraag werd opgesteld in drie exemplaren, waarvan een aan de betrokkene werd afgegeven.

**Dit document is geenszins een identiteitsbewijs, noch een nationaliteitsbewijs.**

Te ..... , op .....  
De burgemeester of zijn gemachtigde  
Stempel

Handtekening van de betrokkene,

- 
- (1) De vermelding die niet van toepassing is schrappen.
  - (2) Het laatste, volledige en precieze adres in het buitenland.
  - (3) Het passend vakje aankruisen. In geval van gezinshereniging, de identiteit vermelden, evenals het identificatienummer in het Rijksregister van de natuurlijke personen van de persoon die het recht op de gezinshereniging opent.
  - (4) De naam, de voornamen, de geboortedatum en de nationaliteit van de persoon die het recht op gezinshereniging opent vermelden, evenals zijn identificatienummer in het Rijksregister van de natuurlijke personen (voor zover hij over een dergelijk nummer beschikt).

Gezien om te worden gevoegd als bijlage 2 bij het koninklijk besluit van xx/xx/2023 tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, wat betreft de burgers van de Unie die het grondgebied binnenkomen om er werk te zoeken en wat betreft de vernieuwing van de verblijfsdocumenten, de indiening van de aanvraag voor een verklaring van inschrijving en de aanvraag duurzaam verblijf.

FILIP

Van Koningswege:

De Minister van Binnenlandse Zaken,

A. VERLINDEN

De Staatssecretaris voor Asiel en Migratie,

N. DE MOOR

**Bijlage 3 bij het koninklijk besluit van xx/xx/2023 tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, wat betreft de burgers van de Unie die het grondgebied binnenkomen om er werk te zoeken en wat betreft de vernieuwing van de verblijfsdocumenten, de indiening van de aanvraag voor een verklaring van inschrijving en de aanvraag duurzaam verblijf**

*Bijlage 19quinuies van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen*

BIJLAGE 19QUINQUIES

Koninkrijk België  
 Provincie:  
 Arrondissement:  
 Gemeente:  
 Ref.:

(Voorzijde)

**BESLISSING TOT NIET-INOVERWEGINGNEMING**

In uitvoering van artikel 50, § 1, derde lid / artikel 51/1, §2, vierde lid / artikel 51/1, §9, derde lid / artikel 52, § 1, derde lid van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, wordt de aanvraag, ingediend op ..... door de genaamde / de persoon die verklaart te heten (1) ..... geboren te ....., op (in) ..... van ..... nationaliteit / van ..... nationaliteit te zijn (1), niet in overweging genomen.

Reden van de beslissing :

- Het burgerschap van de Unie is niet bewezen overeenkomstig artikel 41, §1, eerste lid van de wet van 15 december 1980, en artikel 46 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981.
- De bloed- of aanverwantschapsband of partnerschap met een burger van de Unie is niet bewezen overeenkomstig artikel 44 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981.
- De betrokkene heeft op het moment van de indiening van de aanvraag tot een verklaring van inschrijving niet alle vereiste documenten overgemaakt overeenkomstig artikel 50, §1, derde lid / artikel 51/1, §2, vierde lid / artikel 51/1, §9, derde lid van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 (1) en werd hiervan in kennis gesteld door de gemachtigde van de burgemeester. Volgende documenten ontbreken:

.....  
 .....  
 .....  
 .....

Te ....., op .....

STEMPEL

Handtekening van de burgemeester of zijn gemachtigde,

(1) Schrappen wat niet past.

(Keerzijde)

## AKTE VAN KENNISGEVING

Ten jare ....., op .....  
heb ik ondergetekende ..... (1)  
verblijf houdende te .....  
aan de genaamde / de persoon die verklaart te heten (2) .....  
geboren te ....., op .....  
en van ..... nationaliteit / van ..... nationaliteit te zijn (2)  
kennis gegeven van de beslissing van ..... (datum) tot niet inoverwegingneming.

Er werd hem (haar) door mijn toedoen, afschrift overhandigd van die beslissing.

Ik heb hem (haar) er van op de hoogte gebracht dat deze beslissing overeenkomstig artikel 39/2, § 2, van de wet van 15 december 1980 vatbaar is voor een beroep tot nietigverklaring bij de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen, dat ingediend moet worden, bij verzoekschrift, binnen de dertig dagen na de kennisgeving van deze beslissing.

Een vordering tot schorsing kan ingediend worden overeenkomstig artikel 39/82 van de wet van 15 december 1980. Behoudens in het geval van uiterst dringende noodzakelijkheid moeten in een en dezelfde akte zowel de vordering tot schorsing als het beroep tot nietigverklaring worden ingesteld.

Onverminderd andere wettelijke en reglementaire modaliteiten, worden het hierboven bedoelde beroep en de hierboven bedoelde vordering ingediend door middel van een verzoekschrift, dat moet voldoen aan de in artikel 39/78 van de wet van 15 december 1980 en in artikel 32 van het Procedurereglement Raad voor Vreemdelingenbetwistingen vermelde vereisten. Zij worden ingediend bij de Raad bij ter post aangetekend schrijven of via het informaticasysteem van justitie (J-Box) zoals beschreven in de artikelen 2 tot 5 van het Koninklijk besluit van 16 juni 2016 houdende elektronische communicatie overeenkomstig artikel 32<sup>ter</sup> van het Gerechtelijk Wetboek, onder voorbehoud van de afwijkingen voorzien bij artikel 3, § 1, tweede en vierde lid, van het PR RvV, aan de Eerste Voorzitter van de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen, Gaucheretstraat 92-94, te 1030 Brussel.

Het indienen van een beroep tot nietigverklaring en van een vordering tot schorsing schorst de tenuitvoerlegging van onderhavige maatregel niet.

Dit document is geenszins een identiteitsbewijs noch een nationaliteitsbewijs.

Ik erken kennisgeving te hebben ontvangen van onderhavige beslissing,

Handtekening van de vreemdeling,

Handtekening van de burgmeester of zijn gemachtigde,

---

(1) Naam en hoedanigheid van de overheid.

(2) Schrappen wat niet past.



Gezien om te worden gevoegd als bijlage 3 bij het koninklijk besluit van xx/xx/2023 tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, wat betreft de burgers van de Unie die het grondgebied binnenkomen om er werk te zoeken en wat betreft de vernieuwing van de verblijfsdocumenten, de indiening van de aanvraag voor een verklaring van inschrijving en de aanvraag duurzaam verblijf.

FILIP

Van Koningswege:

De Minister van Binnenlandse Zaken,

A. VERLINDEN

De Staatssecretaris voor Asiel en Migratie,

N. DE MOOR

**Bijlage 4 bij het koninklijk besluit van xx/xx/2023 tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, wat betreft de burgers van de Unie die het grondgebied binnenkomen om er werk te zoeken en wat betreft de vernieuwing van de verblijfsdocumenten, de indiening van de aanvraag voor een verklaring van inschrijving en de aanvraag duurzaam verblijf**

*Bijlage 20 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen*

BIJLAGE 20

KONINKRIJK BELGIË  
GEMEENTE  
REF.:

**BESLISSING TOT WEIGERING VAN VERBLIJF VAN MEER DAN DRIE MAANDEN MET BEVEL OM HET GRONDGEBIED TE VERLATEN<sup>(1)</sup>**

In uitvoering van artikel 51, § 2, tweede lid / 51/1, §3, vierde lid / 51/1, §9, zesde lid/ 52, § 3 / 52, § 4, vijfde lid, gelezen in combinatie met artikel 58, 69bis of 69ter<sup>(1)</sup>, van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, wordt de aanvraag voor een verklaring van inschrijving of van een verblijfskaart van een familielid van een burger van de Unie, die op ..... werd ingediend door:

Naam : .....  
Voorna(a)m(en) : .....  
Nationaliteit : .....  
Geboortedatum : .....  
Geboorteplaats : .....  
Identificatienummer in het Rijksregister : .....  
Verblijvende te / verklaart te verblijven te : .....

om de volgende reden geweigerd :<sup>(2)</sup>

- De betrokkene voldoet niet aan de vereiste voorwaarden om te genieten van het recht op verblijf van meer dan drie maanden, in de hoedanigheid van burger van de Unie:  
.....
- De betrokkene heeft niet binnen de gestelde termijn aangetoond dat hij/zij zich in de voorwaarden bevindt om te genieten van het recht op verblijf van meer dan drie maanden, in de hoedanigheid van familielid van een burger van de Unie of van ander familielid van een burger van de Unie;
- Uit de controle van de verblijfplaats blijkt dat de betrokkene niet verblijft op het grondgebied van de gemeente waar hij/zij zijn/haar aanvraag heeft ingediend ;
- De betrokkene voldoet niet aan de vereiste voorwaarden om te genieten van het recht op verblijf van meer dan drie maanden, in de hoedanigheid van familielid van een burger van de Unie of van ander familielid van een burger van de Unie:  
.....
- Het recht op verblijf wordt om redenen van openbare orde of nationale veiligheid geweigerd. Persoonlijk gedrag van de betrokkene waardoor zijn verblijf ongewenst is om redenen van openbare orde of nationale veiligheid:  
.....
- Het recht op verblijf wordt om redenen van volksgezondheid geweigerd:  
.....

Aan de betrokkene wordt bevel gegeven het grondgebied van het Rijk te verlaten binnen ..... dagen.<sup>(1)</sup>

DIT DOCUMENT IS GEENSZINS EEN IDENTITEITSBEWIJS, NOCH EEN NATIONALITEITSBEWIJS.

Te ....., op .....

De Burgemeester of zijn gemachtigde<sup>(1)</sup>

Stempel

De Minister van .....<sup>(3)</sup> of zijn gemachtigde

-----  
(1) Schrappen wat niet past.

(2) Het passend vakje aankruisen.

(3) De hoedanigheid van de Minister die de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen onder zijn bevoegdheid heeft aanduiden.

## AKTE VAN KENNISGEVING

Ten jare ..... op .....  
 op verzoek van de Minister van .....<sup>(1)</sup>  
 de gemachtigde van de Minister van .....  
 heb ik ondergetekende .....<sup>(2)</sup>  
 aan .....  
 geboren te ..... op .....

kennis gegeven van de beslissing van .....tot weigering van een verklaring van inschrijving of van een verblijfskaart van een familielid van een burger van de Unie of van een identiteitskaart voor vreemdelingen<sup>1</sup>, met een bevel om het grondgebied te verlaten.<sup>1</sup>

Er werd hem (haar), door mijn toedoen, afschrift overhandigd van deze beslissing.

Ik heb hem (haar) ervan op de hoogte gebracht dat, indien hij (zij) dit bevel niet opvolgt, hij (zij) gevaar loopt naar de grens te worden geleid en te dien einde te worden opgesloten voor de tijd die strikt noodzakelijk is voor de uitvoering van de maatregel, overeenkomstig artikel 27 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

Ik heb hem (haar) ervan op de hoogte gebracht dat deze beslissing overeenkomstig artikel 39/2, § 2, van de wet van 15 december 1980 vatbaar is voor een beroep tot nietigverklaring bij de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen, dat ingediend moet worden, bij verzoekschrift, binnen de dertig dagen na de kennisgeving van deze beslissing.

Onverminderd andere wettelijke en reglementaire modaliteiten, wordt het hierboven bedoelde beroep ingediend door middel van een verzoekschrift, dat moet voldoen aan de in artikel 39/78 van de wet van 15 december 1980 en in artikel 32 van het Procedurereglement Raad voor Vreemdelingenbetwistingen vermelde vereisten. Het beroep wordt ingediend bij de Raad bij ter post aangetekend schrijven of via het informaticasysteem van justitie (J-Box) zoals beschreven in de artikelen 2 tot 5 van het Koninklijk besluit van 16 juni 2016 houdende elektronische communicatie overeenkomstig artikel 32<sup>ter</sup> van het Gerechtelijk Wetboek, onder voorbehoud van de afwijkingen voorzien bij artikel 3, § 1, tweede en vierde lid, van het PR RvV, aan de Eerste Voorzitter van de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen, Gaucheretstraat 92-94, te 1030 Brussel.

Overeenkomstig artikel 39/79 van de genoemde wet van 15 december 1980 schorst de indiening van een beroep tot nietigverklaring de tenuitvoerlegging van onderhavige maatregel. Het beroep tot nietigverklaring schorst de tenuitvoerlegging van onderhavige maatregel echter niet indien het ingediend wordt door een ander familielid van een burger van de Unie bedoeld in artikel 47/1 van de wet.

**DIT DOCUMENT IS GEENSZINS EEN IDENTITEITSBEWIJS, NOCH EEN NATIONALITEITSBEWIJS.**

Ik erken kennisgeving te hebben ontvangen van onderhavige beslissing,

Handtekening van de vreemdeling,

Handtekening van de overheid

(1) Schrappen wat niet past en de hoedanigheid van de Minister die de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen onder zijn bevoegdheid heeft aanduiden.

(2) Naam en hoedanigheid van de overheid die tot de kennisgeving van de beslissing overgaat.

Gezien om te worden gevoegd als bijlage 4 bij het koninklijk besluit van xx/xx/2023 tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, wat betreft de burgers van de Unie die het grondgebied binnenkomen om er werk te zoeken en wat betreft de vernieuwing van de verblijfsdocumenten, de indiening van de aanvraag voor een verklaring van inschrijving en de aanvraag duurzaam verblijf.

FILIP

Van Koningswege:

De Minister van Binnenlandse Zaken,

A. VERLINDEN

De Staatssecretaris voor Asiel en Migratie,

N. DE MOOR